



HAL
open science

Les partis minoritaires, des partis ” comme les autres ” ? Les expériences du MDL en Bulgarie et de l’UDMR en Roumanie

Antonela Capelle-Pogacean, Nadège Ragaru

► To cite this version:

Antonela Capelle-Pogacean, Nadège Ragaru. Les partis minoritaires, des partis ” comme les autres ” ? Les expériences du MDL en Bulgarie et de l’UDMR en Roumanie. *Revue d’Etudes Comparatives Est-Ouest*, 2007, 38 (4), pp.115-148. hal-01021387

HAL Id: hal-01021387

<https://sciencespo.hal.science/hal-01021387>

Submitted on 9 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les partis minoritaires, des partis « comme les autres » ? Les expériences du MDL en Bulgarie et de l'UDMR en Roumanie

In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 38, 2007, N°4. Les politisations de l'identité dans les Balkans contemporains. pp. 115-148.

Citer ce document / Cite this document :

Capelle-Pogácean Antonela, Ragaru Nadège. Les partis minoritaires, des partis « comme les autres » ? Les expériences du MDL en Bulgarie et de l'UDMR en Roumanie. In: Revue d'études comparatives Est-Ouest. Volume 38, 2007, N°4. Les politisations de l'identité dans les Balkans contemporains. pp. 115-148.

doi : 10.3406/receo.2007.1865

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/receo_0338-0599_2007_num_38_4_1865

Résumé

Au cours de la décennie passée, une abondante littérature a cherché à élucider les conditions d'émergence et de pérennisation des partis dits « ethniques » dans les sociétés plurielles postcommunistes. Le plus souvent, ces études ont imputé les succès électoraux des partis minoritaires à l'existence d'un électorat ethnique supposé captif. Mais peut-on, sans dommages pour l'analyse, postuler une exceptionnalité des partis ethniques ? L'observation des trajectoires du MDL en Bulgarie et de l'UDMR en Roumanie invite à la prudence. D'abord, l'offre identitaire ne saurait être conçue comme une donnée fixe et pérenne. Son importance relative et les définitions - changeantes - qui en sont données reflètent la concurrence entre acteurs minoritaires, la structuration des « clivages ethniques » dans l'espace politique et les relations entre partis « généralistes » et formations minoritaires. Ensuite, le succès électoral du MDL et de l'UDMR après 1989 doit également à l'organisation de la compétition politique autour d'une opposition fondatrice anti-communistes/excommunistes (et aux politiques d'alliance qui en sont résultées), ainsi qu'à la capacité des deux formations à fournir à certains membres des minorités des perspectives de mobilité sociale inédites.

Abstract

Minority parties - "parties like any other"?

The MRF in Bulgaria and the DUHR in Romania

In the past decade, many a study has tried to explain the emergence and durability of so-called ethnic political parties in pluralistic post-Communist societies. Most of these writings have ascribed minority party electoral victories to a supposedly captive ethnic base. But are ethnic parties an exception? The analysis of the trajectories of the Movement of Rights and Freedom (MRF) in Bulgaria and the Democratic Union of Hungarians in Romania (DUHR) suggests a different conclusion. For one thing, identities are not always or systematically tapped as a political resource. The relative importance of identity politics and the changing definitions of identities advocated by these parties depend on: competition among minority political entrepreneurs, the form given to "ethnic cleavages" in the political arena and the state of relations between "generalist" parties and minority formations. For another thing, the MRF's and DUHR's electoral successes after 1989 should also be set down both to the organization of political competition around the opposition between anti- and ex-Communists (and the resulting alliances) and, also, to the ability of the MRF and DUHR to provide some minority members with prospects for unprecedented social mobility.

LES PARTIS MINORITAIRES, DES PARTIS « COMME LES AUTRES » ?

LES EXPÉRIENCES DU MDL EN BULGARIE ET DE L'UDMR EN ROUMANIE

ANTONELA CAPELLE-POGACEAN ET Nadège RAGARU

Chargée de recherche au CERI (FNSP), enseignante à l'Institut d'études politiques de Paris (capellepogacean@ceri-sciences-po.org)

Chargée de recherche au CNRS (Institut des sciences sociales du politique, ISP), associée au CERI, enseignante à l'Institut d'études politiques de Paris (nadege.ragaru@sciences-po.org)

RÉSUMÉ : Au cours de la décennie passée, une abondante littérature a cherché à élucider les conditions d'émergence et de pérennisation des partis dits « ethniques » dans les sociétés plurielles postcommunistes. Le plus souvent, ces études ont imputé les succès électoraux des partis minoritaires à l'existence d'un électorat ethnique supposé captif. Mais peut-on, sans dommages pour l'analyse, postuler une exceptionnalité des partis ethniques ? L'observation des trajectoires du MDL en Bulgarie et de l'UDMR en Roumanie invite à la prudence. D'abord, l'offre identitaire ne saurait être conçue comme une donnée fixe et pérenne. Son importance relative et les définitions – changeantes – qui en sont données reflètent la concurrence entre acteurs minoritaires, la structuration des « clivages ethniques » dans l'espace politique et les relations entre partis « généralistes » et formations minoritaires. Ensuite, le succès électoral du MDL et de l'UDMR après 1989 doit également à l'organisation de la compétition politique autour d'une opposition fondatrice anti-communistes/ex-communistes (et aux politiques d'alliance qui en sont résultées), ainsi qu'à la capacité des deux formations à fournir à certains membres des minorités des perspectives de mobilité sociale inédites.

L'analyse des partis politiques ethniques dans des sociétés divisées a donné naissance, ces dernières années, à une très riche littérature dont la finalité première semble avoir été d'apprécier les risques de radicalisation ou d'accommodement des demandes minoritaires, d'une part, et les conditions de la régulation des rapports entre majorité et minorités, de l'autre. Peu d'écrits, en revanche, ont abordé ces formations elles-mêmes : quels sont leurs cadres, leurs programmes et leurs électors ? Sont-elles, au fond, par leurs modalités de recrutement et d'opération, des partis « comme les autres » ou, en raison de leur base sociale spécifique et de ce que l'on imagine être la particularité de leurs demandes, des partis relevant d'une logique distincte ? Les quelques réflexions disponibles sur ces sujets tendent à postuler que les formations minoritaires auraient en main une série d'atouts : un électorat captif, l'absence de nécessité de rendre des comptes à leurs électeurs, l'absence de risque de fragmentation et de désaveu. Perçues comme des « monolithes », elles traduiraient des clivages ethniques préexistants et représenteraient des « minorités » souvent essentialisées. L'on tend ainsi à occulter la dimension performative du discours identitaire ou, à l'inverse, à oublier de la problématiser.

Entreprendre une comparaison entre les trajectoires de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR, organisation représentant les intérêts de la population hongroise¹) et du Mouvement des droits et libertés (MDL, défendant les intérêts des Turcs et des autres populations de confession musulmane) en Bulgarie devrait donner l'occasion d'esquisser une réponse à ces interrogations. Les parcours minoritaires en Roumanie et en Bulgarie ont fait l'objet de plusieurs comparaisons au cours de la décennie passée. Dans un cas comme dans l'autre, nous sommes en présence de minorités représentant moins de 10 % de la population, vivant plus ou moins concentrées dans des régions et départements identifiables, liées par des attaches diverses avec une « mère-patrie » voisine (la Hongrie dans un cas, la Turquie dans l'autre). Cette similitude apparente de profils, ainsi que les modalités complexes de sortie du communisme dans les deux pays, ont incité les politologues à tenter de comparer les conditions de la politisation de l'identité, les trajectoires politiques et les positions des deux formations minoritaires sur les échiquiers nationaux. De ce point de vue, la Roumanie et la Bulgarie partagent un second trait commun : les acteurs politiques représentant les intérêts des minorités y sont, jusqu'à récemment, parvenus à limiter les dynamiques de fusion et de scission observées dans les espaces

1. L'usage français tend à utiliser le terme « magyar » pour désigner les populations des États voisins de la Hongrie s'identifiant à la nation « culturelle » hongroise et « hongrois » pour désigner les citoyens de la République de Hongrie. La langue hongroise n'opère pas cette différenciation, ni d'ailleurs les documents officiels rédigés en anglais par les différentes représentations minoritaires magyares. Dans ce texte, nous utiliserons d'une manière indifférenciée les notions de « hongrois » et de « magyar » pour parler de la minorité de Roumanie.

majoritaires et à conserver un relatif monopole sur la représentation politique de leur communauté.

Pourtant, sans nier la portée des choix institutionnels et législatifs ou des injonctions internationales dans l'analyse des politisations de l'identité et de leurs effets sur les conflits intercommunautaires, la démarche adoptée ici souligne le besoin d'une analyse plus fine des dynamiques locales appréciées dans leurs dimensions historiques (avec leur construction spécifique du profil socio-économique des groupes « minoritaires » et leur insertion territoriale locale et régionale particulière), d'une part, et la nécessité d'une sociologie des acteurs minoritaires décidant de s'engager dans l'action politique, d'autre part. Elle se fonde également sur l'hypothèse de la nécessaire banalisation des « partis ethniques », au sens d'une invitation à appliquer à l'élucidation de ces organisations les outils traditionnellement employés dans l'analyse des partis dits généralistes. Cette approche nous amènera à mettre en évidence plusieurs dimensions de l'ethnisation des partis en Bulgarie et en Roumanie : premièrement, l'offre identitaire ne saurait être conçue comme une donnée fixe et pérenne dans les relations des formations « ethniques » avec leur électorat. La ressource identitaire ne garantit pas à elle seule la captation du vote communautaire ; son poids relatif et ses définitions – changeantes – reflètent tout à la fois les concurrences existant entre entrepreneurs politiques minoritaires, la structuration des « clivages ethniques » dans l'espace politique et les relations entre partis « généralistes » et formations minoritaires.

En second lieu, si l'on observe bien une mobilité et une flexibilité des formations minoritaires dont les positions idéologiques et les choix d'alliances électorales transcendent souvent les clivages gauche-droite, on ne saurait y voir le reflet d'une absence de différenciation programmatique et idéologique (guidée par la quête d'une préservation de l'unité des communautés minoritaires et du maintien d'une posture d'allié incontournable), mais plutôt une aptitude à valoriser telle ou telle composante des préférences idéologiques des partis (une certaine lecture du passé communiste, une vision de l'ordre socio-économique désirable, la définition des priorités de politique étrangère et de sécurité) en vue de faciliter les rapprochements interpartisans à l'occasion des élections et de la constitution des majorités gouvernementales. À cet égard d'ailleurs, les « partis ethniques » ne diffèrent pas nécessairement des formations généralistes.

1. INVESTIR LE REGISTRE PARTISAN :

LES ACTEURS ET MODALITÉS DU PASSAGE AU POLITIQUE APRÈS 1989

En Bulgarie comme en Roumanie, la création de formations minoritaires intervient en réponse au durcissement de la politique communiste des minorités (en Bulgarie avec la campagne d'assimilation forcée de la communauté turque entre 1984 et 1989, en Roumanie avec la « nationalisation » progressive du régime communiste à partir des années 1960) et comme effet de l'introduction du pluripartisme fin 1989-début 1990. Cependant, elle se déploie dans des configurations initialement inversées : en Bulgarie, le changement de régime a partie liée avec la dégradation des rapports intercommunautaires, accentuée dans le sillage de l'expulsion de quelque 320 000 Turcs entre mai et août 1989. En Roumanie, la chute du régime communiste est, au contraire, riche de promesses d'une nouvelle solidarité entre les populations majoritaire et minoritaires. Malgré ces points de départ contrastés, la montée des tensions intercommunautaires est visible tant dans le cas bulgare que dans le cas roumain, en liaison avec des changements politiques plus généraux.

1.1. LE MDL FACE À UN DOUBLE SYSTÈME DE CONTRAINTE :

TENSIONS INTERCOMMUNAUTAIRES ET INCERTITUDES JURIDIQUES

Au printemps 1989, avant même la chute de Todor Jivkov, plusieurs milliers de Turcs se mobilisent, alternant grèves et défilés, pour protester contre la politique de « bulgarisation » qui leur est imposée depuis fin 1984 (interdiction de la langue, des pratiques religieuses et des coutumes distinctives turques et musulmanes) (Helsinki Watch, 1986 ; Poulton, 1993). Le pouvoir se réfugie dans la répression, expulsant les organisateurs de la contestation avant de contraindre à l'exode vers la Turquie plusieurs centaines de milliers de Turcs, dans un climat de psychose alimenté par la propagande du régime, les pressions de la milice et la police politique. Au sein de la population majoritaire, le discours officiel, qui accuse les Turcs d'avoir trahi et abandonné la Bulgarie en pleine crise économique, accroît les ressentiments envers les populations minoritaires, déjà nourris par une rhétorique nationaliste plus ancienne (Valtchinova, 1994). Dans le contexte très incertain ouvert par le renversement du dictateur bulgare (9 novembre), mobilisations minoritaires (demandant l'abolition des décrets d'assimilation) et contre-mobilisations majoritaires se succèdent.

C'est ainsi à un moment de forte polarisation intercommunautaire que le Mouvement des droits et libertés (MDL) voit le jour à Varna, dans le Nord-Est de la Bulgarie, le 4 janvier 1990. L'annonce par les réformateurs communistes, le 29 décembre 1989, du rétablissement des droits des minorités rencontre dans les régions à peuplement mixte l'hostilité de la *nomenklatura* locale (cadres du Parti, de la milice, de la Sûreté, de l'administration

et du corps enseignant) ayant supervisé le processus dit de « Renaissance nationale » (Stamatov, 2000). Devant l'intensité de la contestation, le Parti communiste et l'Union des forces démocratiques (UFD, alors jeune coalition anticommuniste) s'entendent sur l'organisation d'une Table ronde consacrée à la question nationale (8-12 janvier 1990) : la décision du 29 décembre y est confirmée mais la création d'organisations à visée séparatiste ou autonomiste est interdite et le statut du bulgare comme seule langue officielle est réaffirmé. Sur fond de fortes polarisations intercommunautaires et d'instrumentalisation politique de ces dernières par certains segments de l'ancien Parti unique, toute mesure en faveur des minorités continuera à susciter jusqu'en 1993 manifestations, boycotts et/ou grèves de la faim dans la population majoritaire (Open Society Institute, 2001; Bulgarian Helsinki Committee, 2003).

Dès cette époque, le double système de contrainte à l'intérieur duquel le MDL doit opérer est donc posé : l'usage des référents identitaires par les leaders du Mouvement s'éclaire à la lumière des risques de rejet au sein de la population majoritaire, voire dans la classe politique. À la 1^{ère} Conférence nationale de mars 1990, le parti se définit comme une organisation destinée à « contribuer à l'unité de tous les citoyens bulgares » (art. 1) et dénonce « le terrorisme, le chauvinisme, le revanchisme, le fondamentalisme islamique, le nationalisme et la quête d'une autonomie » (Engelbrekt, 1991, p. 7). L'extrême prudence du MDL dans la formulation d'une offre identitaire est également conditionnée par la crainte d'une contestation de la légalité du Mouvement devant la justice : en effet, le 29 mars 1990, la Table ronde organisant le changement pacifique de régime (janvier-mai 1990) adopte le principe d'une interdiction des partis formés sur une base ethnique ou religieuse. Ce principe sera confirmé dans la loi sur les partis politiques d'avril 1990, puis dans la Constitution du 12 juillet 1991 (art. 11, al. 4). En juin 1990, la participation du MDL aux premières élections libres est finalement obtenue grâce à l'intercession des socialistes (qui y voient une occasion d'empêcher l'opposition anticommuniste de capter les voix turques et musulmanes). Toutefois, l'épée de Damoclès de l'interdiction constitutionnelle demeure : en septembre 1991, une cinquantaine de députés socialistes dépose à cette fin une requête devant la Cour constitutionnelle, requête qui ne sera rejetée que le 21 avril 1992 (Ganev, 2004). En dépit de cette décision, à chaque nouvelle élection, le thème de l'illégalité/illégitimité (une certaine confusion étant entretenue entre les deux termes) reste, pour les partis majoritaires, un registre discursif aisément mobilisable.

Enfin, le profil bas du MDL doit beaucoup au choix politique de son dirigeant, Ahmed Dogan, qui fonde sa légitimité sur le rôle qu'il s'attribue dans la contestation de la bulgarisation forcée. Inscrivant la création de son organisation politique dans le prolongement des mobilisations des années

1980, il privilégie par ailleurs une lecture non communautaire de l'action du Mouvement en la plaçant dans le registre des droits de l'homme (dans l'esprit, en ce début des années 1990, du Processus d'Helsinki) (Tatarlă, 1999 ; Marushiakova & Popov, 2004). L'affirmation de son autorité au sein du MDL laisse cependant paraître des fissures parmi les communautés turques de Bulgarie. Philosophe de formation, A. Dogan est né dans un village du Nord-Est, à l'instar de la plupart des dirigeants du MDL à ses débuts. La politique de recrutement des cadres obéit alors à des logiques de proximité et d'interconnaissance², dans un contexte où l'expulsion des leaders de la contestation de mai 1989 et l'exode forcé de juin-août 1989 a privé la communauté turque d'une partie de ses élites (enseignants, journalistes, artistes, cadres administratifs, etc.). La prépondérance de représentants du Nord-Est parmi les responsables du Mouvement vaut cependant à A. Dogan un accueil mitigé à Kărdžali (Rhodope oriental), d'autant que les élites locales y ont le sentiment d'avoir apporté une contribution tout aussi importante, si ce n'est supérieure, à la lutte contre l'assimilation forcée dont se prévaut le leader du MDL (emprisonné entre 1986 et décembre 1989). Ces divergences intrapartisanes initiales s'inscrivent, en partie, dans la construction de sensibilités régionales et de définitions identitaires contrastées, elles-mêmes enracinées dans des configurations spatiales et socio-économiques spécifiques : aux larges plaines du Nord-Est, historiquement plus prospères et où se concentre une frange significative des élites turques de Bulgarie, sont souvent opposées les terres arides des monts Rhodope, dont le développement économique a été associé à la culture du tabac et à une agriculture vivrière. Il n'est pas rare que les populations turques du Sud (qui sont majoritaires dans la région de Kărdžali et plus proches de la frontière avec la Turquie) revendiquent une plus grande authenticité turque, tandis que certains Turcs de la Dobrudža et du Deliorman valorisent ce qu'ils voient comme leur plus grande modernisation socioculturelle. Sur le plan interne, la « conquête » politique de Kărdžali (achevée vers 1996) constituera dès lors l'un des principaux défis à l'affirmation de la ligne Dogan dans le parti.

1.2. LA COOPÉRATION INTERCOMMUNAUTAIRE AU DÉFI DE LA PLURALISATION POLITIQUE : LES DÉBUTS DE L'UDMR

Inédite, la politisation de l'ethnicité ne l'est guère en Transylvanie (austro-)hongroise jusqu'en 1918, intégrée dans la Roumanie ensuite (Bárdi, 2000 ; Bárdi, 2003). L'avènement du régime communiste redéfinit néanmoins la place de l'ethnicité dans l'ordre politique roumain. Après avoir formé de nouvelles élites minoritaires, socialisées dans les institutions de langue hon-

2. Les opposants à A. Dogan insisteront ultérieurement sur le fait que les réseaux de solidarité mobilisés au service du Mouvement étaient surtout ceux des anciens services de renseignement (avec lesquels A. Dogan aurait collaboré entre 1974 et 1988).

groise créées à la fin des années 1940 et au début des années 1950, le régime se « nationalise », avec une radicalisation de la tendance dans les années 1980 (Bottoni, 2003 ; Gagy, 1997 ; Nastasă, 2003). Les institutions scolaires et culturelles hongroises s'étiolent, certaines étant supprimées. Dans un contexte de marasme économique, les migrations magyares vers la Hongrie « kadarienne », « la caserne la plus joyeuse du camp communiste », s'accroissent (Culic, 2006 ; Horváth, 2003 ; Varga, 2002). La Hongrie porte alors sur l'arène internationale la question des discriminations que subit la minorité magyare et suscite, chez les autorités roumaines, la réactivation du thème de l'irrédentisme hongrois. Ce durcissement de l'enjeu politique autour de l'appartenance magyare stimule la mobilisation minoritaire au moment de la chute du régime de Nicolae Ceaușescu.

Pourtant, celle-ci s'opère sous le signe du rapprochement intercommunautaire. Les premières manifestations de la révolte anticomuniste réunissent à Timișoara, les 15-16 décembre 1989, des Roumains et des Hongrois autour du pasteur réformé magyar, László Tőkés. Le Front du salut national (FSN), qui incarne à partir du 22 décembre 1989 le nouveau pouvoir « révolutionnaire », compte dès sa constitution deux figures de la communauté magyare, à savoir le pasteur dissident Tőkés et l'écrivain Géza Domokos. Issu de la *nomenklatura* culturelle³, ce dernier est l'un des fondateurs, le 25 décembre 1989, de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie. D'autres membres de l'intelligentsia magyare accèdent à des fonctions importantes dans les ministères de l'Éducation et de la Culture (vice-ministres) et dans les conseils départementaux et municipaux du FSN en Transylvanie.

La cooptation des élites magyares au sein des nouvelles instances dirigeantes suscite toutefois des contre-mobilisations majoritaires dans plusieurs villes transylvaines. Ce sont les exigences hongroises de rétablissement rapide, dès janvier 1990, des écoles magyares qui leur fournissent le prétexte. Elles engagent des officiers de l'armée et de la police politique, des juges et des avocats, des enseignants, soit un personnel roumain dont la mobilité sociale fut favorisée – aux dépens de l'intelligentsia hongroise – par le tournant nationaliste du régime communiste (Gallagher, 1998 ; Mungiu-Pippidi, 1999). Pour légitimer leurs exigences, les acteurs magyars se réfèrent à un ordre communiste perçu comme ayant doublement pénalisé les Hongrois, en tant que citoyens (argumentation fondée sur les « droits de l'homme ») et en tant que minoritaires, cibles d'une « assimilation forcée » (Domokos, 1996, pp. 205-213). Cette lecture réinsère l'ordre communiste dans une trajectoire stato-nationale roumaine linéaire, domi-

3. G. Domokos avait été membre du Comité central du Parti communiste jusqu'en 1984 et, même après sa disgrâce politique, est resté à la tête de la seule maison d'édition, « Kriterion », qui publie des ouvrages en hongrois et en allemand, les langues des principales minorités.

née par des pratiques nationalistes depuis le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie en 1918. Les réactions des cadres issus de la majorité sont également entretenues par des lectures du passé qui permettent de reformuler la compétition régionale des élites en terme de défense de la Transylvanie roumaine menacée par les Magyars et la Hongrie voisine.

Alors que les tensions s'accroissent et débouchent, les 19-20 mars 1990, sur des affrontements intercommunautaires dans la ville transylvaine de Tîrgu-Mureş⁴, la coopération des élites roumaine et hongroise esquissée après le 22 décembre s'essouffle (Csergö, 2002). Le FSN, transformé entre-temps en parti politique et confronté à l'émergence de rivaux tant nationalistes qu'anticommunistes à l'approche des premières élections législatives du 20 mai 1990, durcit son attitude à l'égard des Magyars. Parallèlement, la consolidation de l'UDMR se nourrit, elle, de l'imaginaire de l'auto-organisation communautaire. Légalisée le 26 janvier 1990, l'Union est conçue comme une structure parapluie qui « vise à représenter et à défendre les intérêts magyars et à accueillir tout mouvement, organisation ou association acceptant ses principes fondamentaux »⁵. Dans cette perspective, elle a pour but, d'une part, d'animer la « société ethno-civile » magyare de Roumanie (Kántor, 2002) en respectant sa pluralité, de l'autre, de cristalliser les intérêts politiques des Magyars sur la scène roumaine.

Si le contexte valorise l'unité magyare, l'UDMR n'est pourtant pas exempte de tensions internes alimentées par les trajectoires politiques divergentes de ses cadres, par leurs appartenances régionales et générationnelles, par leurs mémoires familiales, etc. Les responsables « bucarestois » sont soupçonnés de s'être éloignés de l'univers hongrois, identifié à la Transylvanie, et d'avoir trop bien réussi leur intégration, synonyme d'une « dilution identitaire », dans les milieux roumains de la capitale. Un deuxième facteur de tension, perceptible dès le premier congrès de l'UDMR (21-22 avril 1990), est la question du passé et son instrumentalisation dans la concurrence entre élites hongroises au moment où le clivage communiste-anticommuniste structure la scène politique roumaine. Des dissidents et des représentants de la jeune génération contestent la légitimité de G. Domokos pour cause d'appartenance aux élites communistes et soutiennent László Tőkés qui devient, en 1990, le président d'honneur de l'Union.

Les controverses internes se rapportent également à la définition de la communauté à défendre, de la place de celle-ci dans l'État roumain et de ses liens avec la Hongrie. Mouvantes, ces tensions finissent par être envisagées, tant par les observateurs extérieurs que par le personnel politique magyar, sous l'angle des « modérés » et des « radicaux ». Les premiers

4. Le siège de l'UDMR est saccagé par les manifestants roumains et les violences se soldent par plusieurs morts hongrois et roumains et plus de deux cents blessés.

5. Pour la déclaration d'intention de l'UDMR, voir BÁRDI & ÉGER, 2000, p. 53.

désignent les « pragmatiques », plus enclins à coopérer avec les partis majoritaires « anticomunistes » engagés dans « la démocratisation de la société ». Réunis autour du président d'honneur de l'UDMR, les « radicaux » préfèrent miser sur les pressions externes, en particulier celles venues d'une Hongrie très active au début des années 1990 dans la défense des minorités magyares. L'élection du sénateur et poète Béla Markó à la tête de l'Union en janvier 1993 illustre la quête du compromis dans le but de préserver l'unité. Béla Markó paraît en effet plus « radical » que son prédécesseur mais plus « modéré » que le président d'honneur. Socialisé dans l'univers magyar transylvain, il ne possède pas la connaissance subtile des us et coutumes bucarestois dont G. Domokos pouvait se targuer.

3.3. PERSPECTIVE CROISÉE SUR LES TRAJECTOIRES DU MDL ET DE L'UDMR

En dernier ressort, l'observation des trajectoires turque en Bulgarie et hongroise en Roumanie révèle des conditions d'émergence de partis « ethniques » pareillement marquées par les bouleversements de la fin du communisme mais venant puiser dans des imaginaires historiques distincts. En Bulgarie, la création d'un parti minoritaire ne peut se prévaloir d'une tradition historique dans laquelle les élites turques de Bulgarie auraient puisé. La formation du MDL est avant tout le produit d'une politisation de l'ethnicité causée par l'assimilation brutale des Turcs entre 1984 et 1989 : à l'opposé du projet initial, la bulgarisation forcée réactive les sentiments d'appartenance distinctive et en fait un enjeu politique. Parallèlement, le processus dit de « Renaissance nationale » provoque l'aliénation d'élites turques (enseignants, élites culturelles, cadres locaux et régionaux du Parti, responsables administratifs) longtemps loyales envers un Parti communiste à qui elles devaient leur promotion sociale. Il fournit ainsi les cadres d'un investissement partisan autonome. À l'opposé, la création de l'UDMR de Roumanie ne manque pas d'antécédents. Datant de l'époque austro-hongroise en Transylvanie, la politisation du clivage ethnique s'est cependant renouvelée pendant la période communiste. Les entrepreneurs minoritaires qui se mobilisent en 1989 sont largement issus des élites formées par le régime communiste et s'en détournent en raison de la nationalisation de celui-ci et de sa fermeture idéologique. Cette évolution revalorise la place de la Hongrie, redécouverte comme État-parent (*kin state*).

En Bulgarie comme en Roumanie, la présence d'un réservoir de représentations minoritaires, cristallisé depuis la formation des États modernes et objet de réinterprétations contextuelles, définit le champ des possibles dans la prise en charge partisane des enjeux des minorités. Il n'épuise toutefois pas à lui seul la compréhension des conditions de structuration des nouvelles formations minoritaires ni la définition par ces dernières de leurs priorités électorales. Celles-ci doivent être cernées au point d'intersection entre l'ordre du pensable et l'ordre du possible, lequel est à son tour

construit dans le moment de la chute du postcommunisme par les formes de mise en évidence du clivage ethnique et les modalités de re-pluralisation du spectre politique. En Bulgarie, les demandes culturelles formulées par le MDL excluent toute revendication d'autonomie territoriale, d'enseignement supérieur en turc ou encore de représentation équitable au sein de l'appareil administratif. En Roumanie, de tels champs thématiques, enracinés de longue date, sont en revanche prioritaires dans la formulation des objectifs de l'UDMR. Par ailleurs, là où le MDL se construit comme une organisation fortement structurée autour de la personnalité d'A. Dogan et organisée selon un principe vertical, l'UDMR se caractérise par une organisation « parapluie », ouverte et multiple, traversée par des lignes de division importantes. Dans un cas comme dans l'autre, les postures des nouvelles formations minoritaires interagissent avec la structuration de la scène partisane et avec son institutionnalisation. Ce sont ces interactions que nous allons à présent explorer en examinant l'offre politique des partis minoritaires et la place que les référents identitaires y occupent.

2. LES REGISTRES DE LA MOBILISATION ÉLECTORALE : L'ETHNICITÉ COMME RESSOURCE ?

2.1. L'ANCRAGE ÉLECTORAL DU MDL ET DE L'UDMR DANS LES SCÈNES PARTISANES BULGARE ET ROUMAINE

En une quinzaine d'années, tant le MDL que l'UDMR sont parvenus à s'ancrer dans les paysages électoraux de la Bulgarie et de la Roumanie. Ils ont été peu affectés par les « votes sanction » qui ont ébranlé maintes organisations « généralistes » et sont parvenus à éviter, jusqu'à nos jours, l'implantation durable de formations concurrentes. Des deux, le MDL a sans doute connu la trajectoire la plus heurtée : le nombre de ses mandats a oscillé entre 15 (sur 240) en 1994 et 34 en juin 2005⁶ ; en termes de suffrages, cependant, il a élargi son assise électorale, passant de 323 429 votants en 1997 à 467 400 en 2005, un résultat supérieur à sa performance de 1991 (418 168 voix). Il convient toutefois de se garder d'une interprétation linéaire de cette trajectoire. Les résultats de juin 2005 s'inscrivent dans une configuration qui pourrait ne pas se reproduire, à savoir une loi électorale et une organisation du vote ayant permis de maximiser le soutien électoral des Turcs de Bulgarie installés en Turquie, une percée en milieu rom (pré-

6. La Bulgarie n'a changé de mode de scrutin qu'une fois au cours de cette période, adoptant pour les élections de 1990 un scrutin mixte (20 sièges alloués à la proportionnelle et 200 à la majoritaire à deux tours) avant de passer en 1991 à un mode de scrutin proportionnel avec un seuil de 4 %, une répartition selon la méthode d'Hondt et 240 sièges. L'Assemblée est monocamérale. Le pays est divisé en 31 circonscriptions électorales qui correspondent aux 28 *oblasti* plus trois (Sofia est divisée en trois circonscriptions ; Plovdiv-ville est dissocié de Plovdiv-région).

sentée dans les media bulgares comme le résultat d'un « achat » du vote rom) et, enfin, une mobilisation électorale accrue en raison de l'émergence de la formation bulgare xénophobe, *Ataka*.

Pour autant, le Mouvement des droits et libertés n'a pas été entièrement épargné par les scissions (volontiers soutenues par la droite et la gauche bulgares). La plus remarquable a sans doute été celle de l'ex-député MDL, Güner Tahir : partisan d'une alliance avec l'UFD aux législatives d'avril 1997, G. Tahir avait fondé un comité d'initiative dont l'objectif affiché était de renouveler la direction et les alliances politiques du MDL. Exclu du parti, il a créé en 1998 un Mouvement national pour les droits et libertés (MNDL) qui n'a pas su trouver ses marques en dépit de résultats encourageants aux municipales d'octobre 1999⁷. Soupçonné d'avoir travaillé pour l'ancienne Sûreté d'État communiste, G. Tahir a dû renoncer à se présenter sur les listes UFD en 2001. Aujourd'hui, hormis le MDL, deux micro-formations aspirent à représenter les électeurs turcs et musulmans. La première est le Parti démocratique turc (PDT) fondé en 1993 par Adem Kenan, un ancien député MDL (1990-1991) exclu en 1992 parce qu'il demandait la reconnaissance d'une « minorité nationale » turque et l'autonomie territoriale. Non enregistrée, absente des scrutins électoraux, sa formation jouit d'une influence pratiquement nulle. La seconde, le Parti démocratique de la justice (PDJ) a été créée en décembre 1993 par Nedim Gendžev, ancien grand mufti démis de ses fonctions par la Direction des cultes en février 1992. Réputée proche des socialistes, son organisation a obtenu 0,24 % des suffrages en 2001 et renoncé à se présenter en 2005.

En Roumanie, la part des sièges obtenus par l'UDMR est restée relativement stable à l'échelon national avec, toutefois, un recul lors des dernières élections législatives du 28 novembre 2004. Les modifications de la loi concernant principalement le seuil électoral (5 % depuis 2000⁸), elles ont peu altéré les résultats de l'organisation magyare qui se situent dans une fourchette de 6,2 % à 7,3 %. Le tassement se reflète davantage au niveau du nombre des voix obtenues qui ont chuté de 990 000 en 1990 à 629 000 lors des élections législatives de 2004. Entre 2000 et 2004, l'UDMR a perdu plus de 100 000 voix. Ce recul s'explique par un fort déclin démographique⁹ (notamment lié aux migrations à destination de la Hongrie) mais aussi par une moindre mobilisation électorale (parmi les Magyars, elle reste néanmoins

7. Le MNDL s'était présenté seul dans 72 communes et en coalition dans 14 autres ; il l'a emporté dans deux petites municipalités et dans 29 villages.

8. Le système proportionnel sur liste est introduit en 1990 (loi 92/1990), les 41 départements et le municipe de Bucarest constituant des circonscriptions électorales. La loi 68/1992 sur l'élection de la Chambre des députés et du Sénat établit un seuil électoral minimum de 3 % des suffrages exprimés que le décret 129/2000 accroît à 5 %.

9. Entre 1992 et 2002, la population magyare passe de 1 624 959 (7,1 % de la population totale) à 1 434 377 (6,6 %) en 2002. Ce déclin (-11,7 %) est supérieur à celui de la population totale (-4,2 %). Cf. Institutul National de Statistica, 2002.

légèrement supérieure à celle de la population majoritaire) (Bakk, Szász & Székely, 2004). La diversification des préférences des électeurs, surtout au profit d'une petite formation rivale, l'Union civique magyare (UCM), créée en juillet 2003 et dont la base électorale se situe dans les départements à majorité magyare, plus rarement au profit de partis généralistes, ne rend compte qu'à la marge de la diminution du nombre de votes pour l'UDMR.

Bien que laborieuse, l'émergence de l'UCM¹⁰, à l'initiative d'entrepreneurs politiques locaux qui échouent à prendre le contrôle des organisations territoriales de l'UDMR, indique les fêlures se créant dans l'unité magyare. La même année, deux autres structures sont mises en place, promues par des responsables nationaux marginalisés : le Conseil national magyar transylvain et le Conseil national sicule. Le premier porte à sa tête L. Tókécs qui perd sa fonction de président d'honneur de l'UDMR lors du VII^{ème} congrès de ce parti (janvier 2003) du fait de désaccords avec sa direction. Le Conseil national sicule est dirigé par József Csapó, ancien sénateur UDMR, promoteur de la cause de l'autonomie ethno-territoriale du « pays sicule » qui ne réussit pas à conserver son siège au Parlement¹¹. Contrairement à l'UCM, les deux nouvelles formations mentionnées ne souhaitent pas participer aux élections, nombre de leurs membres continuant d'adhérer à l'UDMR. Elles visent davantage à reconfigurer les rapports internes de l'organisation minoritaire et à affaiblir ses responsables, accusés d'avoir trahi la cause de l'autonomie communautaire. Elles n'en révèlent pas moins la consolidation, au sein du champ minoritaire, d'une opposition qui s'auto-qualifie de « droite », de « nationale », et bénéficie du soutien du principal parti de droite en Hongrie, le FIDESZ. C'est dire que l'imaginaire de la communauté assiégée, qui valorisait l'unité minoritaire au début des années 1990, s'essouffle après l'entrée de l'UDMR au gouvernement en 1996. La loi électorale de 2000, avec son épée de Damoclès des 5 % de suffrages exprimés pour pouvoir être représenté au Parlement, légitime néanmoins le discours de l'unité. Pour éviter l'émergence de rivaux, l'UDMR appuie d'ailleurs en 2004 une révision de la loi électorale qui durcit les conditions d'enregistrement de nouvelles organisations minoritaires¹².

10. Ne remplissant pas les conditions pour pouvoir présenter des listes électorales propres, ses candidats participent au scrutin législatif de 2004 sur les listes d'un petit parti de droite qui recueille 2-3 % dans les deux départements à majorité hongroise. En revanche, le président de l'UCM, J. Szász, qui se présente comme indépendant aux municipales de 2004, est réélu maire d'Odorheiul Secuiesc (Székelyudvarhely) dès le premier tour, contre le candidat de l'UDMR – J. Szász avait été élu sur les listes UDMR en 1996 et 2000. Cf. BAKK *et al.*, 2004.

11. Le « pays sicule » désigne les départements à forte concentration de population magyare au centre de la Roumanie, soit Harghita avec 84,6 %, Covasna avec 73,8 % et Mureş avec 39,30 %.

12. La loi électorale 373/2004 favorise les organisations minoritaires déjà représentées au Parlement. Elle exige des nouvelles formations souhaitant participer aux élections d'avoir 25 000 inscrits, domiciliés dans 15 départements, avec au moins 300 inscrits par département.

Comment comprendre cette étonnante résilience du MDL et de l'UDMR sur la scène partisane ? En Bulgarie comme en Roumanie, les partis majoritaires sont prompts à dénoncer l'avantage comparatif dont disposeraient les organisations ethniques grâce à un électorat supposé captif et sensible aux discours ethno-communautaires. Néanmoins, quelle place les arguments « ethniques » (sollicitation d'une loyauté communautaire, formulation de demandes spécifiques au groupe culturel, revendication d'une défense exclusive de la communauté) occupent-ils dans la rhétorique, les revendications et l'action politique des formations minoritaires ? Doit-on leur imputer les performances électorales des organisations considérées ?

Une première remarque s'impose si l'on souhaite éclairer l'offre politique et les identités partisans du MDL et de l'UDMR. En Bulgarie et en Roumanie, les imaginaires du rapport au territoire se sont construits en relation avec des configurations territoriales différentes. En sont résultées des conceptions distinctes des espaces à conquérir politiquement. Pour des raisons historiques et de répartition du peuplement magyar¹³ (voir Carte 1), la relation à la Transylvanie¹⁴ – riche d'une tradition d'autonomies médiévales avant d'être englobée dans l'État hongrois (1867) puis roumain (1918) – est fondamentale dans le cas de l'UDMR. La capitale roumaine, Bucarest, apparaît comme excentrée par rapport au territoire qui la concerne au premier chef. Ainsi, les sept congrès de l'Union organisés jusqu'en 2007 furent accueillis par des villes transylvaines. Les structures de l'UDMR témoignent de ce même tropisme : les services de la présidence se trouvent à Bucarest, le bureau du président à Tîrgu-Mureş et la présidence exécutive à Cluj. La capitale concentre toutefois des ressources et du pouvoir dans un État construit depuis 1859 selon un modèle centralisé et dont le caractère « unitaire » fut confirmé par la Constitution adoptée en 1991 et amendée par référendum les 18-19 octobre 2003. Les effets des politiques de décentralisation restent contrastés et les ressources des départements et des communes continuent à dépendre dans une proportion considérable du centre¹⁵. La présence de l'UDMR dans les structures du pouvoir depuis 1996 se lit notamment à la lumière de ce constat. Bucarest, cependant, est concurrente ou – selon les configurations politiques – com-

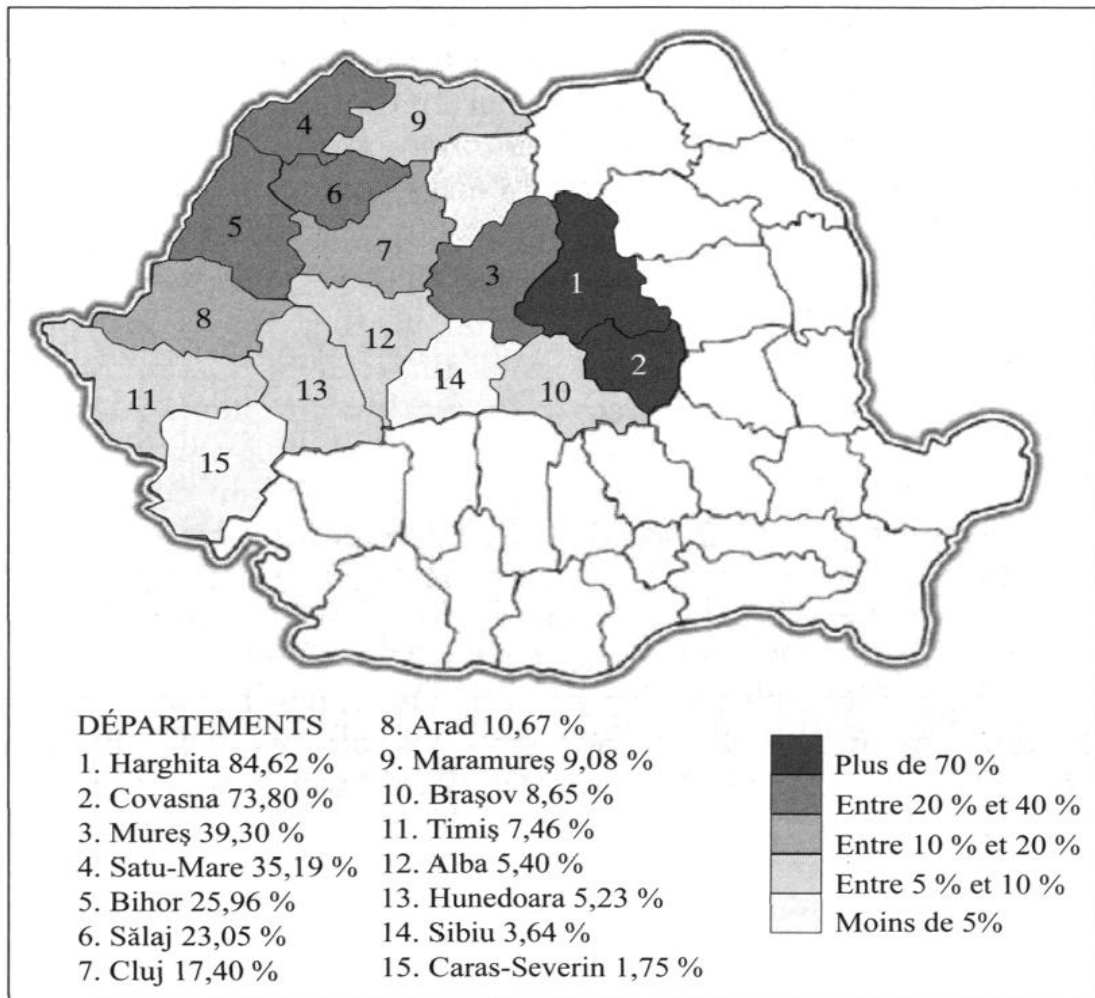
13. 99 % des Hongrois vivent en Transylvanie, constituant quelque 20 % de la population ; 37 % d'entre eux sont concentrés en « pays sicule » ; 28 % résident dans quatre départements à la frontière hongaro-roumaine ; 16 % sont en Transylvanie centrale ; 18 % enfin vivent éparpillés sur le reste du territoire transylvain. Cf. OFFICE DES MAGYARS HORS FRONTIÈRES, 2006.

14. Entendue au sens large, soit l'ensemble des territoires rattachés à la Roumanie en 1918-1920, aux dépens de la Hongrie, qui dépasse la Transylvanie historique.

15. En 1998, en prévision de l'adhésion à l'UE, huit régions de développement ont été créées. Elles correspondent aux divisions territoriales de niveau NUTS-II de l'Union. Les régions de développement ne disposent pas de la personnalité juridique et ne recourent pas les contours des provinces historiques ; cf. REY, 2000.

plémentaire d'un autre lieu attractif d'où viennent appuis politiques symboliques et ressources économiques, Budapest, la capitale de la Hongrie.

CARTE 1
Les aires de peuplement magyar en Roumanie



Source : <http://www.rmdsz.ro/script/mainframe.php?lang=ro>

En Bulgarie, l'État s'est également construit depuis 1878 dans un cadre unitaire centralisé autour de Sofia, capitale politique, administrative et économique dont le poids démographique et économique s'est renforcé après 1989 (Boulineau, 2003)¹⁶. Cependant, il n'a pas dû absorber d'entités politiques ayant précédemment connu une existence autonome. Au sein de l'État bulgare moderne, les zones à peuplement turc (voir Carte 2 *infra*) n'ont, par ailleurs, jamais joui d'une autonomie territoriale et administrative. La

16. Les débuts du postcommunisme ont confirmé cette orientation. La Constitution de 1991 stipule ainsi que « la République de Bulgarie est un État unitaire à autogestion locale. Les formations territoriales autonomes n'y sont pas admises » (art. 2). L'autogestion est définie à l'échelle de la commune (*obština*). En 1999, sous la pression de l'UE, les 9 régions définies en 1987 ont été remplacées par 27 (*oblasti*). La Bulgarie a par ailleurs créé 6 régions de développement (NUTS) dont l'articulation avec les *oblasti* reste mal définie. Cf. BOULINEAU, 2005.

localisation de la majorité des aires de peuplement turc et musulman dans des zones de montagne et de semi-montagne (les Rhodopes) faiblement développées (et donc très sensibles à la péréquation étatique des ressources et aux subventions publiques sectorielles), le rôle croissant des préfets de région (*oblast*) et les conditions de l'allocation de moyens budgétaires aux municipalités¹⁷ font du centre politique, Sofia, un lieu à investir par le MDL. En suscitant une diversification des instruments de financement des municipalités, en autorisant de nouveaux partenariats transrégionaux, l'intégration européenne a certes esquissé une redéfinition des relations entre centre et périphérie, particulièrement dans les zones frontalières (Kabakchieva, 2001). Néanmoins, la dépendance envers l'État des régions les moins bien dotées reste forte, que ce soit à travers des fonds publics (tels les fonds « Agriculture » et « Tabac ») ou des agences gouvernementales instituées dans le cadre de la préadhésion (ainsi de SAPARD). En Bulgarie, on n'observe pas non plus de concurrence intense avec d'autres « centres » politiques, Ankara ne jouant pas le même rôle politique symbolique pour les Turcs que Budapest pour les Hongrois. Les dynamiques politiques y sont plus centripètes que centrifuges. Là encore, l'organisation du parti est un bon indicateur des espaces jugés prioritaires : si le siège du MDL est situé à Sofia, la branche régionale de Kărdžali (seul *oblast* à majorité turque de Bulgarie) est parvenue à se doter d'une identité distincte et a pu bénéficier d'une certaine autonomie décisionnelle. Être adoubé par les militants et les cadres de Kărdžali constituait un enjeu suffisamment important aux yeux d'A. Dogan pour qu'il y organise la III^{ème} conférence nationale du Mouvement (30 novembre-1^{er} décembre 1996) et choisisse de se faire élire dans la circonscription de Kărdžali aux législatives d'avril 1997.

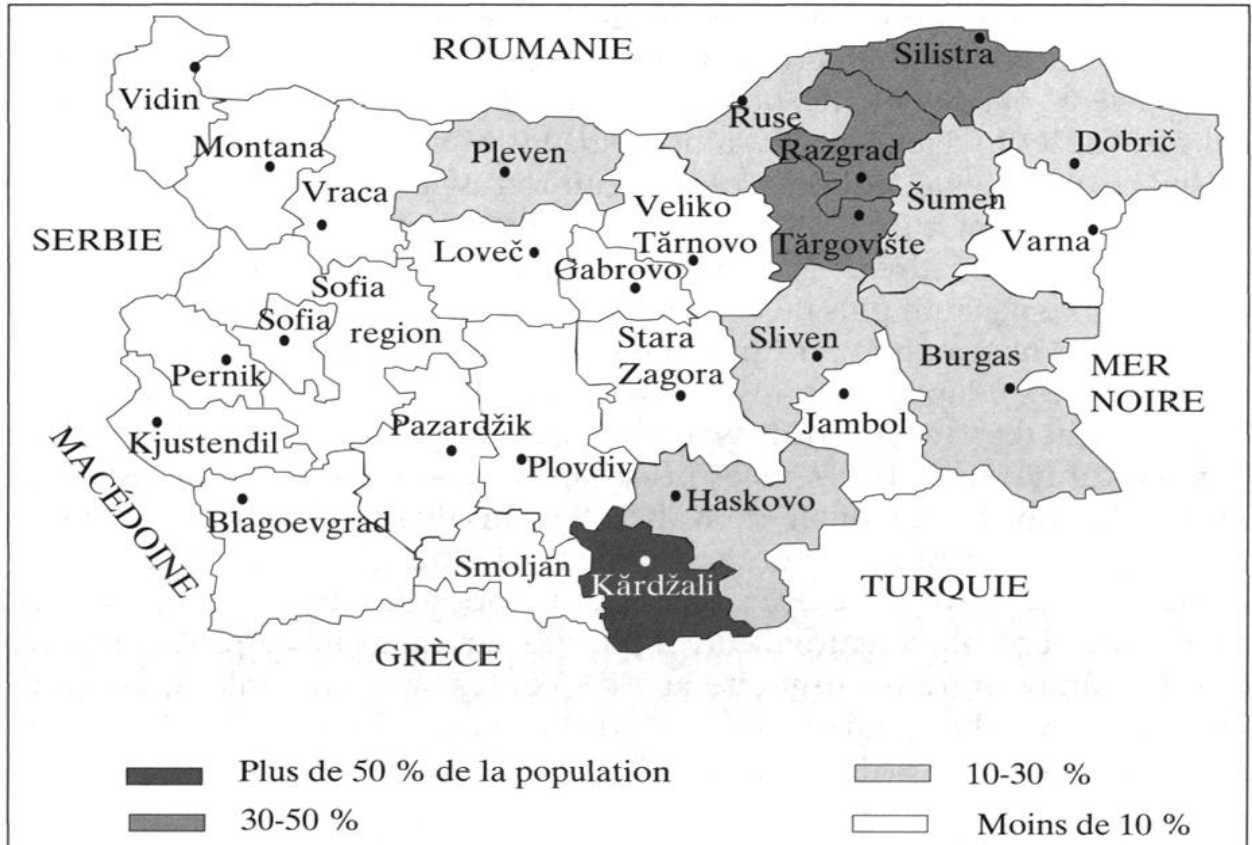
2.2. LA CONSTRUCTION DE L'OFFRE IDENTITAIRE DU MDL : LES DÉFIS D'UNE « POSTURE LIBÉRALE »

Dans la presse et les élites politiques majoritaires, le MDL est souvent accusé de « brandir » opportunément la « carte ethnique » à l'approche des scrutins ou lorsque ses cadres dirigeants sont contestés. La politique du Mouvement prendrait alors la forme de commémorations des victimes de l'assimilation forcée des années 1980, d'un appel à la condamnation pénale des responsables, d'une réaffirmation de la contribution du parti à la promotion des droits des Turcs et musulmans et au modèle de « tolérance ethnique ». Sitôt la difficulté surmontée, ce discours disparaîtrait. Une telle lecture de l'usage des référents ethniques semble cependant réductrice : elle omet le caractère changeant des définitions des enjeux identitaires proposées par les élites du Mouvement. Elle ne rend pas non plus

17. Selon l'Association des municipalités, en 2002, les sources de financement des communes se répartissaient entre subventions étatiques (31 %), impôt (39 %), ressources propres (24 %) et autres moyens (6 %). Cf. <http://www.namrb.org/?act=cms&id=31>

justement compte de la variété des arguments sollicités selon l'échelon territorial (national, local), la prééminence des clivages ethniques, le type de scrutin (municipal, législatif ou présidentiel) ou la période considérée (campagne électorale ou politique au quotidien).

CARTE 2
Les aires de peuplement turc en Bulgarie



Source : carte réalisée par N. Ragaru à partir des résultats du recensement de 2002 (Institut national statistique bulgare).

Assurément, si l'on considère les demandes formulées par le MDL depuis le début des années 1990 et les politiques publiques menées après son entrée au gouvernement en 2001, la part accordée aux droits culturels des minorités semble extrêmement modeste. Plus qu'aux questions telles l'autonomie territoriale (jamais abordée), l'usage des langues minoritaires dans les rapports avec les pouvoirs publics ou au Parlement, l'évolution de la toponymie des communes à population turque¹⁸ ou encore la représentation des minorités au sein de l'armée, de la police et de la justice¹⁹, le

18. La Constitution de 1991 a défini le bulgare comme seule langue officielle. Dans les relations avec la justice et les pouvoirs publics, des traducteurs sont censés être mis à la disposition des populations turcophones. La toponymie dans les villes et villages reste presque exclusivement bulgare (sauf dans quelques sites touristiques).

19. On observe une très forte disproportion entre le poids démographique des Turcs et musulmans et leur représentation dans l'administration. En 2003, à Šumen, 1 membre sur

MDL²⁰, lorsqu'il évoque des problèmes touchant aux communautés turques et musulmanes, donne la priorité aux enjeux socio-économiques. À partir de 1998-1999 cependant, s'amorce une double inflexion qui pourrait sembler paradoxale : d'une part, le Mouvement entreprend un travail de définition idéologique au terme duquel il cherche à affirmer une identité de parti libéral, situé au centre de l'échiquier politique et résolu à échapper à un « enfermement » ethnique. D'autre part, et dans le même temps, il s'engage plus explicitement sur des terrains comme la reconnaissance de « minorités nationales » en Bulgarie et la lutte contre les discriminations. Au point de rencontre entre ces deux dynamiques, se noue une réorientation majeure de la politique du MDL en matière de participation des Turcs et musulmans aux instances gouvernementales du pays : dès 1998, timidement, et surtout à partir de 2000, le Mouvement commence à solliciter des postes de responsabilité dans les organes du pouvoir exécutif et les agences gouvernementales. Toutefois, cette aspiration n'est pas énoncée dans un registre de « représentation équitable », encore moins de « quota ethnique ». Elle est présentée comme s'inscrivant dans une logique de coopération interpartisane et de coalition gouvernementale. Ainsi, le gouvernement Stanišev, tripartite, a-t-il été constitué en août 2005 sur la base d'une répartition 8/5/3 des postes de responsabilité (PSB/MNSII/MDL).

En raison de leur spécialisation professionnelle, les communautés musulmanes ont été concernées au premier chef par l'effondrement du secteur agricole, la réduction des subventions publiques au secteur du tabac – production essentielle pour l'économie des Rhodopes²¹ – et la dégradation de la couverture sociale consécutifs au changement d'ordre économique. En décembre 1992, 25,2 % des Turcs se déclarent sans emploi contre 14,2 % des Bulgares (Höpken, 1997). C'est dans ce contexte qu'intervient la réactivation des liens entre les Turcs de Bulgarie et la Turquie. Le changement de régime avait déjà amorcé une redécouverte de l'État-parent qui passait par les media (les chaînes de télévision turques captées par antenne satellite), le petit commerce frontalier et un début d'investissements turcs. Sur les 320 000 Turcs ayant quitté la Bulgarie au printemps 1989, environ 210 000-215 000 se sont installés en Turquie, principalement dans les ré-

100 de l'administration locale était turc (les Turcs représentent 13 % de la population). À Razgrad, 9 % du personnel administratif local et 25 % des employés de mairie étaient turcs (47 % des habitants). Enfin, la représentation des Turcs et musulmans dans la police et la justice était « quasiment nulle ». Voir BULGARIAN HELSINKI COMMITTEE, 2003, pp. 104-109.
20. Non que ces enjeux aient été absents des programmes du Mouvement, mais ils ne figuraient pas parmi les politiques promues par les élus MDL.

21. Dans les Rhodopes et le Deliorman, les évolutions socio-économiques sont contrastées, reflétant l'inégalité des dotations naturelles. La fermeture de mines, le démantèlement des fermes collectives ainsi que la perte de marchés à l'exportation pour le tabac ont plongé le sud de la Bulgarie dans une crise (cf. DIMITROV, 2006). Par contraste, la plaine du Danube offre l'image d'une région dynamique où fleurissent les petites entreprises privées, souvent bulgaro-turques.

gions de Marmara, d'Istanbul ou de Bursa, géographiquement proches de la Bulgarie, économiquement dynamiques et où de précédentes vagues migratoires avaient établi de petites communautés turques bulgares. À partir de 1991-1992, la crise économique favorise de nouveaux départs. Jusqu'à l'abandon des visas par la Turquie en juillet 2001, environ 30 000 Turcs de Bulgarie gagnent chaque année le *kin state* turc. Dans la seconde moitié de la décennie, certains Turcs bulgares épousent les trajectoires migratoires des Turcs de Turquie et vont travailler en Allemagne ou aux Pays-Bas. Si la suppression des visas Schengen en 2001 a diversifié les circulations migratoires²², elle n'a pas suffi à pallier les effets de la crise sociale.

Dans ces conditions, l'on comprend aisément – alors que l'émigration des électeurs turcs menace, de surcroît, de réduire le socle électoral du MDL – que les préférences socio-économiques du Mouvement se soient forgées dès les premières années de la transformation. En 1991-1993, les principaux axes en sont une réticence face à la restitution des terres, un appel au renforcement de la politique sociale, à une relance publique de la production et à une politique de développement régional accordant une attention privilégiée aux zones montagneuses (Mitev, 1999, pp. 111-120). À l'automne 1991, le MDL conditionne son soutien au gouvernement Dimitrov (UFD) à la mise en œuvre de priorités sociales ; le refus du Premier ministre de tenir compte des demandes de son partenaire conduira les députés MDL à voter la censure du gouvernement, le 28 octobre 1992. La désignation du nouveau chef de l'exécutif, dont le cabinet est formé avec l'appui du Mouvement, illustre les priorités du parti : conseiller du président Jeleu, Ljuben Berov est un économiste au libéralisme mâtiné de social-démocratie.

Dans la vision économique du MDL, le secteur du tabac reçoit très tôt une attention toute particulière, quoique complexe à apprécier. La politique du Mouvement résulte en effet de l'articulation d'intérêts contrastés : ceux de ses cadres siégeant au Conseil d'administration du cigarettier public bulgare, *Bulgartabak*, ceux de patrons de firmes privées spécialisées dans la distribution des cigarettes et ceux d'élus locaux désireux d'éviter une crise sociale majeure dans les milieux agricoles turcs. La recherche de sources de financement pour le MDL, le désir de coopter des notables dont le soutien peut être précieux durant les campagnes électorales et la défense des électeurs turcs sont des objectifs qui entrent aisément en contradiction. Pour protéger les producteurs de tabac, les responsables du Mouvement misent d'abord sur une augmentation des prix d'achat du tabac par l'État et une offre de crédit élargie (Troebst, 1994, p. 37). Cependant, au fur et à mesure que le secteur public est privatisé, laissant anticiper une cession de *Bulgartabak*, inévitable à terme, que la pression de la concurrence inter-

22. Ces dernières années, la Turquie a perdu en attractivité économique aux yeux des travailleurs migrants de Bulgarie en raison de salaires inférieurs à ceux proposés dans les pays membres de l'UE.

nationale s'accroît et que l'horizon européen se rapproche, la politique du MDL évolue. Longtemps hostile à la privatisation de *Bulgartabak*, notamment par crainte de licenciements massifs, il s'y rallie à la condition que les acquéreurs offrent des garanties en matière d'emploi, de prix du tabac et d'investissement²³. Pourtant, en 2005, le Mouvement fait échouer la cession du cigarettier à *British American Tobacco*, officiellement en raison des risques de fermeture des sites non rentables. La classe politique et les media bulgares lisent dans cette décision le reflet des stratégies de rente déployées par de hauts responsables politiques et hommes d'affaires liés au MDL... au détriment de l'économie bulgare et des producteurs turcs.

Focalisé sur les enjeux économiques, le MDL amorce néanmoins une timide diversification de son offre identitaire à l'occasion du débat sur la Convention-cadre pour la protection des minorités du Conseil de l'Europe, signée par la Bulgarie le 9 octobre 1997 (Grekova, 2000). Dans plusieurs interventions publiques, A. Dogan souligne la nécessité, pour la Bulgarie, d'admettre qu'elle est un pays multiethnique. La notion de « discrimination » fait également son entrée dans le vocabulaire du MDL au moment même où elle s'impose à l'ordre du jour d'organisations de défense des droits de l'homme, telle le *Bulgarian Helsinki Committee*²⁴. En mars 1998, le leader du MDL appelle par ailleurs au renforcement de l'enseignement du turc à l'école²⁵, tandis que la résistance à l'assimilation forcée est commémorée, en mai 1998, avec un éclat particulier²⁶.

Plusieurs facteurs expliquent ce changement de stratégie. Relégué dans l'opposition à l'issue des législatives de 1997, le MDL est fragilisé : en octobre 1997, une Commission parlementaire *ad hoc* dévoile les noms de vingt-trois élus accusés d'avoir collaboré avec la police politique. Parmi eux, figurent Ahmed Dogan, Osman Oktaï, Junal Lutfi et Kadir Kadir. Pour un entrepreneur politique qui a fondé sa légitimité sur la lutte contre la politique communiste des minorités, cette révélation est mal venue²⁷. Dans le même temps, le pouvoir exécutif lance une offensive politique et fiscale contre le conglomérat privé, *Multigroup*, dont plusieurs députés MDL sont réputés proches. Enfin, avec le soutien de l'UFD, le député Güner Tahir s'emploie à rallier les instances locales et régionales du MDL à sa cause, non sans succès

23. Lire « La faillite de Bulgartabak peut renverser le gouvernement », *Nov Život*, 5 mars 2002.

24. Entretien avec K. Kănev, Sofia, 22 septembre 2006. La Bulgarie a adopté une loi anti-discrimination, le 16 septembre 2003, en amont de laquelle une réflexion avait été menée au sein du Conseil pour les questions ethniques et démographiques avec des représentants du BHC et du MDL.

25. Cf. « Qui de nouveau brandit la carte ethnique », *Demokracija*, 13 mars 1998.

26. Cf. « L'agent Sava prépare des intrigues ethniques », *Demokracija*, 13 mars 1998.

27. De fait, il semblerait que l'affaire des « dossiers » (réexhumée à la veille des élections de 2001 et 2005) ait relativement peu affecté l'image d'A. Dogan dans les communautés turques où elle a été interprétée comme une manœuvre politicienne.

dans la région de Razgrad : il accuse A. Dogan d'avoir, par ses choix politiques, condamné son parti à se retrouver éternellement dans l'opposition et dénonce la modestie de ses résultats en matière de droits des minorités²⁸.

Après la perte de Kărdžali – le seul centre régional que le MDL dirigeait depuis 1990 – lors des municipales de 1999, la IV^{ème} Conférence nationale du parti (29-30 janvier 2000) annonce un double recentrage. Pour la première fois depuis sa création, le MDL s'engage en faveur d'une participation active des minorités au pouvoir exécutif (DPS, 2000, p. 3). Seconde inflexion majeure, le Mouvement prône la reconnaissance, dans la Constitution bulgare, de l'existence de « minorités nationales ». La conjoncture politique ne constitue toutefois pas le seul facteur éclairant cette inflexion : à la faveur du débat sur la Convention du Conseil de l'Europe et de la discussion d'une nouvelle loi sur les confessions²⁹, des cadres du MDL se sont familiarisés avec les usages du droit international et européen dans la défense des minorités. Au Conseil de l'Europe aussi, les responsables du Mouvement ont suivi l'évolution des modes de problématisation des enjeux minoritaires sur la scène internationale. Les élites du parti sont par ailleurs sans doute les premières, dans la classe politique bulgare, à avoir pris la mesure du changement de structure d'opportunité dû à l'ouverture des négociations d'adhésion à l'UE, décidée en décembre 1999. Il s'en est suivi une évolution graduelle des demandes formulées par le MDL, toujours étayée par des références aux normes européennes et internationales.

Pourtant, en cette fin de décennie, lorsqu'il s'agit d'arrêter les modalités de la promotion des minorités, la démarche du Mouvement se veut résolument libérale, c'est-à-dire articulée autour de la valorisation des libertés individuelles plus que de l'attribution de droits collectifs. Elle vise également une désethnicisation du politique. « Les membres du MDL ont déjà clairement pris conscience du danger qu'il y a à un enfermement [*kapsulirane*] du Mouvement s'il continue à suivre la ligne d'un parti ethnique. (...) Je serais très heureux si le prochain leader du Mouvement s'appelait Ivan », déclare ainsi A. Dogan, en avril 1998³⁰. En juillet de la même année, il fonde une Union libérale-démocratique (LDS) avec plusieurs micro-formations, dont celle de l'ancien président, J. Jeleu. Cette initiative obéit à une double rationalité : elle s'inscrit, d'abord, dans le sillage des efforts du MDL pour s'imposer comme une alternative au clivage ex-communistes/anticommunistes. Après avoir défini le rôle de sa formation comme celui

28. Voir « Il n'y a pas de tension dans les régions ethniques, le problème est dans la direction du MDL », *Demokracija*, 18 septembre 1998.

29. En 1999, le *Bulgarian Helsinki Committee*, la *Tolerance Foundation* et le *Bulgarian Human Rights Center* ont travaillé avec le MDL sur un projet de texte de loi soumis au Parlement en octobre. Leur proposition a été rejetée.

30. Cf. « Dogan tourne le dos à Karakačanov, à Venci et aux monarchistes », *Sega*, 21 avril 1998.

d'un « balancier », A. Dogan est convaincu que l'émergence d'un centre politique signera la fin du bipartisme conflictuel. Dans le même temps, son entreprise libérale a vocation à situer le MDL sur la scène partisane européenne : le Mouvement souhaite rejoindre l'Internationale libérale dont l'Alternative de J. Jelev est d'ores et déjà membre³¹.

L'entrée du MDL au gouvernement en 2001 sur la base d'une alliance scellée avec le Mouvement national Siméon II ne modifie pas cette stratégie libérale. Pour la première fois dans l'histoire contemporaine de la Bulgarie, deux ministères (l'Agriculture et les Forêts et un ministère sans portefeuille), plusieurs préfetures et directions d'agences gouvernementales reviennent à des Turcs. Quatre ans plus tard, en août 2005, le Mouvement voit ses positions dans l'appareil exécutif renforcées : il obtient un poste de vice-Premier ministre chargé des catastrophes naturelles, l'Agriculture et les Forêts, l'Environnement et les Eaux, six préfetures, ainsi que la présidence de plusieurs agences gouvernementales (dont celle du tourisme). Le parti détient désormais des ministères-clé pour favoriser le développement socio-économique des zones à peuplement minoritaire. De ministère de la Culture ou de l'Éducation, en revanche, il n'est nullement question. En termes de politique des minorités, les responsables du Mouvement n'explorent pas non plus de nouveaux terrains : les élus MDL approuvent les amendements à la loi sur l'enseignement supérieur de 2002³², de même que l'introduction de l'enseignement religieux à titre optionnel. Ils soutiennent, certes, la politique de décentralisation recommandée par l'UE, mais la question de l'autonomie reste taboue.

Le Programme adopté lors de la VI^{ème} conférence nationale de mai 2006 confirme cette tentative d'équilibrisme : le MDL s'y présente comme une organisation « libérale » visant « un équilibre entre les principes de l'intégration des minorités dans toutes les sphères de la vie sociale, économique et culturelle du pays et les principes d'une défense et d'un développement de leur identité ethno-religieuse » (DPS, 2006, p. 1). Pour ce faire, le parti suggère un renforcement des dispositifs existants (en matière, par exemple, de media en langue minoritaire), mais aussi l'introduction d'un droit pour les minorités à étudier leur histoire, leur langue et leur culture, la possibilité d'utiliser les langues minoritaires dans les relations avec l'administration « conformément aux exigences européennes », l'ouverture d'écoles pour les membres des minorités (« dans le cadre de la loi en vigueur »)

31. Le MDL a rejoint l'Internationale libérale en 2003 et le Mouvement national Siméon II en 2005.

32. La loi sur l'éducation a été amendée en juillet 1999 puis, de nouveau, en 2002. Les cours de turc sont désormais « optionnels au choix » de l'école primaire jusqu'au lycée. De fait, la concurrence des cours de turc avec d'autres disciplines (comme les langues étrangères) limite les inscriptions. En 2002-2003, 31 349 élèves suivaient des cours de turc dans 420 écoles. Cf. BULGARIAN HELSINKI COMMITTEE, 2003, pp. 123-127.

et un soutien étatique aux institutions culturelles minoritaires « au même degré qu'à celles de la majorité » (*Ibid.*, p. 8). Il se donne en outre pour objectif un « dés-enfermement » qui signifie « également un élargissement de sa base sociale (...). Ce qui suppose et signifie à son tour un élargissement de la géographie du parti [à] chaque municipalité » (*Ibid.*, p. 2).

À l'avenir cependant, plusieurs facteurs devraient conférer aux thématiques culturelle et identitaire une prééminence accrue et remodeler éventuellement une ligne politique fortement marquée par la personnalité d'A. Dogan³³. Le premier concerne les effets de la circulation, au niveau européen et international, des débats sur la diversité culturelle et la gestion des cultes auxquels la nouvelle génération de diplômés turcs ne peut manquer d'être sensible. En l'espace d'une quinzaine d'années, de jeunes cadres turcs (hommes d'affaires pour certains, avocats et médecins pour d'autres) ont émergé, mobiles, polyglottes, parfois désireux de vivre leur identité musulmane de manière décomplexée. La socialisation de cette génération a été très différente de celle des cadres turcs formés, sous le communisme, dans le contexte de la modernisation socialiste définie comme le dépassement de l'« arriération » de la foi, voire des appartenances ethniques spécifiques. Une offre identitaire étoffée pourrait mieux répondre aux attentes de ce jeune électorat. Le second facteur, qui réside dans la consolidation d'un vote contestataire et nationaliste en Bulgarie (dans le sillage de la création d'*Ataka* en 2005), a fait de la dénonciation des minorités une rhétorique porteuse, y compris pour des formations politiques non situées aux extrémités. Certains des thèmes politiques entrés dans l'espace public à cette occasion y demeureront indépendamment des fortunes électorales de Volen Siderov, le leader d'*Ataka*. Enfin, l'image du Mouvement au sein de la classe politique bulgare et dans l'opinion majoritaire s'est fortement dégradée ces dernières années. Au sein même de la communauté turque, la contestation gronde, les leaders du Mouvement sont parfois accusés de faire passer les intérêts du parti, voire leurs intérêts propres, avant ceux de leur électorat. Formuler une offre politique qui tienne davantage compte des composantes identitaires du soutien accordé au MDL pourrait prévenir une perte de crédibilité susceptible, sinon, d'encourager la recherche d'alternatives politiques.

2.3. DU THÈME DE L'AUTONOMIE À LA DIVERSIFICATION DE L'OFFRE POLITIQUE DE L'UDMR

La trajectoire de l'UDMR se distingue assez significativement du cheminement du MDL. Le poids parmi les membres fondateurs de l'UDMR des entrepreneurs politiques recrutés dans les milieux universitaire, culturels et religieux, attachés à la promotion de la culture minoritaire, survalo-

33. À la VI^{ème} Conférence nationale, A. Dogan a laissé entendre qu'il ne briguerait pas de nouveau mandat.

risée avant la chute du communisme comme étant le seul champ légitime des proclamations identitaires (Lörincz, 1999 ; Rostás, 1993), influence la présentation de soi de la nouvelle organisation magyare. Celle-ci prétend incarner un groupe culturel homogène, cerné de frontières stables, doté de marques spécifiques (langue, histoire, culture, religions), victime depuis le traité de Trianon (1920) de promesses non tenues. Dans la déclaration d'intention de l'UDMR du 13 janvier 1990, on lit ainsi : « La communauté magyare de Roumanie entend se saisir de la possibilité de transcrire dans la réalité, dans le cadre du nouvel État de droit roumain, les promesses démocratiques et les espoirs nés en 1918 et ensuite en 1944-1945, non réalisés par la suite » (Bárdi & Éger, 2004, p. 53). Les premières revendications de l'UDMR – l'égalité en droit des nationalités, la représentation de celles-ci au Parlement, dans l'administration et la justice, l'éducation en langue hongroise depuis la maternelle à l'université et le droit à l'usage de la langue maternelle dans l'administration et la justice – sont dictées par les expériences des dernières décennies.

D'autres revendications, en particulier celles portant sur l'autodétermination, les droits collectifs, l'autonomie, tout en se référant à une histoire plus longue, s'insèrent dans un horizon idéologique articulé, dans les années 1980 en Hongrie, par différents courants de l'opposition anticommuniste qui dénoncent la dégradation de la situation des Magyars de Roumanie (et de Tchécoslovaquie)³⁴ et adaptent le langage des droits de l'homme à la problématique minoritaire. Le principe de l'autodétermination et les droits collectifs sont évoqués dans le premier communiqué de l'UDMR qui annonce sa création le 25 décembre 1989. On peut y lire : « l'UDMR place à sa base le principe du droit à l'autodétermination de la communauté magyare de Roumanie »³⁵ et « nous exigeons que nos droits collectifs soient constitutionnellement garantis et respectés par les lois, les décrets d'application et les pratiques » (Bárdi & Éger, 2000).

Les effets des circulations migratoires vers la Hongrie imprègnent également les proclamations identitaires. Si à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Alliance populaire hongroise d'obédience communiste (1944-1953) plaçait le groupe magyar de Roumanie à une égale distance de celle-ci et de la Hongrie, au sortir du communisme, la manière dont la communauté magyare de Roumanie s'engage dans la « magyarité » atteste de la revalorisation de la Hongrie : « La communauté magyare de Roumanie juge digne et naturel de maintenir et cultiver ses relations avec les autres fragments de la nation hongroise ; ce droit

34. À titre d'exemple, le juriste Rudolf Jóo, membre fondateur en 1988 du Forum démocratique hongrois (MDF, centre-droite), futur secrétaire d'État au Ministère de la défense de 1990 à 1994, publiait en 1984 un ouvrage intitulé « Auto-détermination nationale et nationale, auto-gouvernement, égalité de droit ». Voir BÁRDI, 2004, pp. 96-100.

35. Pour la proclamation du Comité provisoire de l'UDMR, voir BÁRDI & ÉGER, 2000 (<http://adatbank.transindex.ro/inchtm.php?akod=158>).

approfondit notre fidélité de citoyens à la Roumanie libre et indépendante » (Bárdi & Éger, 2000). Par-delà une certaine diversité des conceptions et des attentes à l'égard de la « nation-mère » et d'un brouillage de l'image de l'État-parent au début des années 2000, cette référence est au centre du discours des entrepreneurs politiques magyars. Enfin, la Transylvanie, « notre terre natale », le « chez soi » de la « petite patrie », est également mobilisée pour définir le contour identitaire de la communauté à représenter.

Dans la perspective de l'autodétermination, que les responsables roumains interprètent comme lourde d'une menace sécessionniste malgré les mises au point des acteurs magyars, l'autonomie en vient à constituer une référence fondamentale. Elle est introduite dans la rhétorique magyare de Roumanie comme une « évidence héritée », écho de plusieurs passés : celui de la Principauté de Transylvanie, celui de l'Autriche-Hongrie et des mobilisations roumaines en faveur de l'autonomie de la Transylvanie ou de la « nationalité roumaine », celui des promesses inaugurales de l'État roumain, dont témoignait la déclaration adoptée à Alba-Iulia le 1^{er} décembre 1918 qui avait proclamé le rattachement de la Transylvanie à la Roumanie et promis « la liberté nationale pour tous les peuples y habitant », celui de l'entre-deux-guerres, riche en projets d'autonomie élaborés par les élites magyares. Ces différents éléments sont croisés dans les usages politiques postcommunistes jalonnés, en 1990-1991, par les débats sur la nouvelle constitution.

Adoptée par référendum le 8 décembre 1991, celle-ci confirme l'attachement des élites roumaines au modèle de l'État national unitaire. L'article 6 est néanmoins consacré au droit à l'identité des personnes appartenant aux minorités nationales³⁶ et l'article 59 (2) énonce le droit des organisations minoritaires qui ne recueilleraient pas le nombre de voix nécessaires à disposer d'un siège de député³⁷. Alors qu'elle peut satisfaire les autres acteurs minoritaires, cette approche est en deçà des revendications magyares issues d'une conception « multinationale » de l'État au sein duquel les Hongrois constitueraient « un sujet politique autonome, facteur constitutif de l'État, partenaire égal du peuple roumain »³⁸, intégré en même temps dans la nation culturelle magyare. Les acteurs hongrois ne cherchent qu'à la marge l'alliance avec d'autres responsables de formations minoritaires,

36. La loi 68/1992 sur l'élection des députés et des sénateurs précise les conditions dans lesquelles les organisations minoritaires – enregistrées comme associations et non comme partis – exercent ce droit à la représentation. Elles doivent recueillir au moins 5 % des voix nécessaires à l'obtention d'un mandat. Ce seuil est élevé à 10 % en 2004. On peut rappeler, en outre, que la Roumanie fut le premier État à ratifier la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales (loi 33/1995).

37. En 2007, l'État roumain reconnaît 18 minorités nationales représentées à la Chambre des députés.

38. Voir « Les décisions sur II^{ème} congrès de l'UDMR », 1991 ; <http://adatbank.transindex.ro/inchtm.php?akod=158>

en particulier ceux du Forum démocratique allemand avec lequel ils partagent partiellement une lecture du « passé multiculturel » de la Transylvanie et un intérêt pour l'État-parent. Les Allemands, cependant, représentent désormais une communauté démographiquement réduite (0,27 % de la population en 2002). Les dirigeants de l'UDMR ne se rangent pas dans une logique « minoritaire » qui les rapprocherait des « petits groupes » de quelques dizaines de milliers d'Ukrainiens, de Russes/Lipovènes, de Tatars, de Turcs, etc. Ils ne nouent pas non plus des alliances avec les Roms qui seraient, selon les estimations, plus nombreux que les Magyars (entre 1,5 et 2,5 millions)³⁹. Ni les imaginaires sociaux (dans l'échelle du prestige, les Hongrois continuent à se situer « en haut » alors que les Roms sont perçus, par la population tant roumaine que magyare, comme « en bas ») ni les difficultés rencontrées (la situation économique et sociale de la population hongroise est sans commune mesure avec celle de la population rom) n'encouragent un tel rapprochement. Reflet de cet imaginaire identitaire particulier, le 14 novembre 1993, l'UDMR soumet au Parlement une loi – jamais débattue – sur « les minorités nationales et les communautés autonomes ». L'intitulé indique d'emblée la différence opérée entre la communauté hongroise, qui revendique l'autonomie, et les autres groupes culturels.

Ouverte à des interprétations multiples, l'autonomie est simultanément l'un des repères qui assure la cristallisation des factions au sein de l'Union (Capelle-Pogăcean, 2004). Le camp « radical » se distingue par la mise à l'ordre du jour, dès 1991, de l'autonomie ethno-territoriale qui devait concerner le « pays sicule » (*Székelyföld*). Le programme adopté lors du IV^{ème} congrès de l'Union (26-28 mars 1995, Cluj) incorpore ce paramètre et décline l'autonomie sous trois formes : l'autonomie personnelle-culturelle doit permettre aux membres de la minorité de bâtir leur propre réseau d'institutions culturelles ; l'autonomie locale ouvre la voie à la création de zones à statut spécial par une association des communes où la minorité constitue la majorité, selon le modèle envisagé par la recommandation 1201 du Conseil de l'Europe⁴⁰ ; l'autonomie régionale concerne les départements à majorité magyare.

Cette insistance sur l'autonomie s'estompe néanmoins dans le discours des dirigeants de l'Union après l'entrée de cette dernière au gouvernement en 1996. Elle entraîne chez les « modérés » qui contrôlent l'organisation une professionnalisation politique, une prise de distance par rapport au registre symbolique et historique et un réexamen critique des pré-

39. Lors du dernier recensement de 2002, 535 140 personnes déclaraient une appartenance rom ; voir <http://www.insse.ro/>

40. Adoptée en 1993 par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, cette recommandation est l'une des plus généreuses à l'égard des minorités dont elle évoque les « droits collectifs ». Elle n'a cependant pas été reprise par la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales. Voir BENOÎT-ROHMER, 1996.

supposés qui fondaient les prises de parole des entrepreneurs politiques minoritaires au début des années 1990. Le président exécutif de l'Union, Csaba Takács, affirme à ce propos en 2003 : « [Après la chute du régime communiste], les Magyars transylvains ont refusé de prendre en compte les réalités roumaines et se sont fixé des buts irréalisables dans un avenir proche »⁴¹. Les responsables hongrois valorisent dès lors les volets du programme de l'Union qui sont plus facilement négociables à court terme avec leurs partenaires roumains et insistent sur la promotion des droits culturels et linguistiques des Magyars (usage de la langue maternelle dans l'administration et la justice, inscriptions bilingues), sur le développement d'un réseau d'établissements scolaires et culturels propres (notamment d'une université magyare, partant du constat que les Hongrois, surreprésentés parmi les bacheliers, sont en revanche sous-représentés parmi les diplômés du supérieur⁴²), ainsi que sur une meilleure représentation de la minorité au sein de l'administration publique, la justice, la police. Les mesures de décentralisation sont fortement encouragées.

Dans le même temps, les discours des dirigeants de l'UDMR illustrent une prise en compte progressive de la différenciation interne, régionale, sociale, générationnelle de leur électorat. En 1993, l'organisation magyare se déclarait favorable à la restitution des propriétés nationalisées, fussent-elles individuelles ou communautaires. Ce point reflétait l'importance des groupes et des institutions hongroises (tout particulièrement des Églises) touchés par les nationalisations communistes et confortait la posture « anti-communiste » de l'organisation minoritaire. Au début des années 2000, sous l'effet de l'accélération des transformations économiques et des avancées constatées dans le processus de restitution (qui englobe désormais les forêts, domaine suivi de près par les acteurs politiques magyars compte tenu de l'importance de cette ressource dans le pays sicule montagnard), les acteurs hongrois renouvellent leurs discours économiques et sociaux. Des groupes spécifiques, tels que les jeunes, les populations rurales et les habitants des petites villes (dont le poids augmente dans les années 1990⁴³) et, surtout, les peuplements minoritaires épars, sont dorénavant ciblés. Cette diversification du discours associée à une sensibilité sociale accrue ne signifie pas l'abandon du positionnement de centre-droite de l'Union, malgré le pluralisme idéologique qu'elle affiche et la présence en son sein

41. Lire l'entretien avec Csaba Takács, président exécutif de l'UDMR, publié dans *Szabadság*, 11 juillet 2003.

42. Parmi les étudiants, la proportion de Magyars se maintient autour de 4,30 % pendant la période 1989-2002, malgré l'augmentation de plus de trois fois du nombre des inscrits hongrois (qui passe de 7 100 en 1989-1990 à 24 591 en 2001-2002), la diversification de l'offre institutionnelle et la création en 2000 d'une université magyare « Sapiientia », financée par l'État hongrois. Cf. CSATA, 2004.

43. En 2002, 53 % des Magyars de Roumanie sont des urbains ; cf. OFFICE DES MAGYARS HORS FRONTIÈRES, 2006.

de dix « plates-formes » et « groupes d'idées » aux orientations diverses (sociale-démocrate, libérale, nationale-libérale, chrétienne-démocrate, etc.)⁴⁴. Leur influence sur la présentation de soi de l'Union et surtout sur son processus décisionnel demeure en effet extrêmement limitée.

L'ancrage conservateur est confirmé par les affiliations internationales de l'UDMR, membre depuis 1993 de l'Union démocrate européenne (EDU) et associée au Parti populaire européen (PPE) jusqu'au 1^{er} janvier 2007, date à laquelle elle en devient membre de plein droit à la faveur de l'adhésion de la Roumanie à l'UE. Le programme de l'UDMR de 2003 qui prône, tant au niveau national que local, la poursuite de la diminution du rôle de l'État et celle des privatisations témoigne de cette tendance conservatrice. Les réserves à l'égard de l'État sont le reflet d'une idéologie minoritaire qui valorise la résistance à l'État-nation assimilateur et privilégie la communauté et ses classes moyennes⁴⁵, vecteurs d'auto-organisation. Son soutien est néanmoins requis pour favoriser le développement des départements sicules qui, du point de vue des infrastructures, des investissements étrangers, des richesses produites, etc., se situent en dessous de la moyenne nationale⁴⁶.

Les inflexions du discours de l'Union s'observent également dans les reformulations de son « transylvano-tropisme ». Symbolique et historisant lors de son émergence, il comporte dorénavant une dimension économique plus affirmée. La défense des intérêts économiques transylvains est incluse dans les programmes de l'UDMR à la fin des années 1990 (Horváth, 2002) à la faveur du débat sur la régionalisation et/ou la fédéralisation de l'État roumain et sur la place accordée à la Transylvanie en son sein (Andreescu & Molnar, 1999). Elle gagne en visibilité en raison de la présence de l'UDMR dans les conseils départementaux transylvains dont les membres sont élus à la proportionnelle sur liste depuis 1996 et dont les compétences de gestionnaires des fonds (notamment européens) sont renforcées. L'UDMR exige ainsi l'augmentation des ressources affectées par le gouvernement aux infrastructures des seize départements transylvains et promeut la cause de l'autoroute traversant la Transylvanie du Nord (Oradea, Cluj, Tîrgu-Mureş, Braşov), concurrente de celle traversant la Transylvanie du Sud qui contourne les zones sicules mais a la préférence de l'Union européenne (corridor 4).

44. Cf. <http://www.rmdsz.ro/script/mainframe.php?lang=hu>

45. La répartition des Hongrois dans les différentes catégories professionnelles se présente comme suit : 5,44 % des dirigeants politiques, économiques, syndicaux ; 4,53 % des professions intellectuelles et scientifiques ; 6,13 % des employés de secrétariat ; 7,14 % des salariés dans les services et le commerce ; 3,69 % dans les métiers agricoles ; 8,35 % des ouvriers spécialisés ; 7,05 % des emplois non qualifiés ; 7,34 % des forces de l'ordre. Voir <http://nep-szamlalas150.adatbank.transindex.ro/?t=orsz1>

46. Cf. « De quoi a besoin l'autonomie sicule ? D'argent, d'argent et d'argent », *Transindex*, 28 juillet 2006.

L'attention accordée aux « jeunes » participe du même registre qui croise la symbolique de la modernité, la dimension socio-économique et la dimension identitaire. Ce thème s'impose progressivement dans le discours des responsables de l'Union au début des années 2000 sur fond de déclin démographique des Magyars de Roumanie et d'intensification des rêves de départ parmi les 15-29 ans. L'appartenance ethno-culturelle n'est pas le seul vecteur de cet appel du large, les « majoritaires » comme les « minoritaires » le partageant à mesure égale. L'ethnicité guide en revanche le choix de la destination, les Magyars évoquant plus souvent la Hongrie (Horváth, 2003)⁴⁷. Le discours « modéré » admet que l'UDMR n'a pas réussi à convaincre les jeunes Magyars qu'« il valait la peine d'étudier et de se former en Roumanie »⁴⁸. Cet aveu nuance l'efficacité de son combat en faveur du développement d'un système complet d'éducation en hongrois et de sa rhétorique centrée sur le devoir communautaire consistant à rester dans la Transylvanie natale. En même temps, à travers sa critique d'une Hongrie confrontée elle aussi au recul démographique⁴⁹, qui attire la jeunesse magyare de Transylvanie par un système avantageux de bourses d'étude⁵⁰, ce discours rompt avec la vision d'une harmonie naturelle entre l'État-parent et la minorité et laisse surgir les conflits d'intérêt.

Ce renouvellement des registres discursifs ne suppose nullement l'abandon de la référence à l'autonomie – rituel obligatoire dans les prises de parole des entrepreneurs politiques magyars – invoquée par les dirigeants de l'Union avec plus de force après 2003, une année marquée par l'émergence de rivaux placés sur ce même terrain. Le projet de loi sur les minorités nationales négocié par l'UDMR avec ses partenaires du gouvernement et avec les représentants des autres minorités nationales en 2005, bloqué au Parlement en 2007⁵¹, est centré sur le concept d'autonomie culturelle. L'autonomie territoriale est réabordée dans le contexte des politiques de régionalisation promues avec l'adhésion à l'UE, l'UDMR soutenant la création d'une région de développement économique dont les frontières coïncideraient avec celle du Pays sicule. En somme, ces exemples infirment la radicalisation que tend à postuler la thèse de la surenchère en cas de diversification de l'offre politique en situation minoritaire.

* * *

Le succès électoral de l'UDMR et du MDL s'explique, selon des dosages, variables, par le poids d'une argumentation « ethnique » qui a changé tant dans la forme que dans le contenu. Le MDL a su moduler l'usage des

47. Sur la migration des jeunes Magyars, voir SORBÁN & NAGY, 2001.

48. Entretien avec Cs. Takács, *Szabadság*, 11 juillet 2003.

49. La population hongroise est passée de 10 568 000 habitants en 1989 à 10 197 119 en 2001.

50. « Des bourses d'étude attrayantes pour la Hongrie », *Szabadság*, 28 janvier 2003.

51. Depuis 1993, neuf projets de loi sur les minorités ont été proposés au Parlement, aucun ne parvenant à être adopté ; cf. DECKER & MCGARRY, 2005.

référents « ethniques » en fonction de la configuration politique, des évolutions de son électorat et des ressources symboliques et juridiques apportées par les instances européennes. Certes, le discours identitaire est plus important pour l'UDMR que pour le MDL mais, là aussi, il a connu des variations éclairant notamment la différenciation sociale du public ciblé. Les stratégies retenues par les deux organisations demeurent cependant distinctes. Tout se passe comme si, dans le contexte bulgare, la priorité avait été de penser les conditions d'une coexistence entre majorité et minorités reposant sur un nombre de droits circonscrit (éducation, liberté confessionnelle) et une insertion progressive dans l'appareil politique et administratif. Les élites magyares, par l'imaginaire historique qu'elles mobilisent et en raison du soutien de la Hongrie, se situent dans une autre approche : celle-ci vise une intégration « collective » de la communauté perçue comme une société à part, parallèle. Progressivement, on observe toutefois une inflexion partielle de cette approche dans le but de combler l'écart constaté entre l'imaginaire de la société parallèle et les dynamiques sociales qui « intègrent » les Magyars de Roumanie dans l'univers roumain. Ce décalage, conjugué à la nouvelle visibilité de la concurrence entre les différents groupes élitaires magyars et aux accusations de corruption qui l'accompagnent, renforce la lassitude des électeurs minoritaires.

Il convient dès lors de rechercher ailleurs que dans la seule offre identitaire des partis minoritaires les raisons de leur succès électoral. En Bulgarie comme en Roumanie, l'implantation des formations minoritaires a été facilitée par les modes de structuration des affrontements partisans autour de l'opposition fondatrice entre anticommunistes et ex-communistes et les politiques d'alliance qui en sont résultées. En Bulgarie, la réussite du MDL observée jusqu'à présent doit aussi à l'habileté politique de ses élites dirigeantes, particulièrement de son président. Imposant une stricte verticalité décisionnelle et une claire délimitation des responsabilités entre instances centrales, régionales et locales, A. Dogan a, parallèlement, mené une politique des cadres dynamique reposant sur un investissement dans la formation des jeunes, un taux élevé de renouvellement du personnel politique et une promotion rapide des individualités jugées prometteuses. Ce faisant, le parti a procuré à une élite turque en pleine mutation un canal de promotion sociale : dans la première moitié des années 1990, l'investissement dans le MDL a permis d'atténuer les effets de déclassement provoqués par les réformes économiques, en particulier dans les milieux enseignants et culturels. Depuis son accès à l'exécutif en 2001, le Mouvement a plutôt privilégié le renforcement des liens avec les nouvelles élites économiques turques (dans la construction et le tourisme, par exemple), au risque de susciter le mécontentement de sa base sociale. En Roumanie, l'UDMR s'est consolidée, au niveau aussi bien national que local, au prix d'une concentration du pouvoir au sein d'un noyau dur constitué

autour du président Béla Markó et du groupe parlementaire, bien intégré dans l'univers bucarestois, et d'un affaiblissement des différentes instances délibératives. L'augmentation des ressources politiques, économiques, symboliques résultant de la participation au pouvoir, à différents titres, depuis 1996 a encouragé cette évolution tout en contribuant à une « externalisation partielle » de l'opposition. Elle est restée sous contrôle tant que l'Union a constitué, comme le MDL, un vecteur de mobilité sociale dans un univers où l'imbrication des logiques politiques et économiques est forte, où les acteurs minoritaires, à l'instar de leurs homologues majoritaires, cherchent à occuper plusieurs positions, étant à la fois actifs au sein de l'UDMR, dans la sphère économique, dans les ONG, etc. (Bakk, 2003). Un groupe de jeunes techniciens du pouvoir a ainsi connu, avec le soutien de la direction, une ascension rapide, ayant été promu dans l'appareil administratif et gouvernemental roumain après avoir franchi les différents échelons au sein de l'Union.

Plus généralement, si l'on considère les dynamiques de politisation de l'identité, il importe de souligner qu'il n'y a pas d'effet automatique d'ethnisation du politique à partir du moment où sont créées des formations dites ethniques. La notion même de « parti ethnique » peut recouvrir des réalités humaines, politiques et symboliques extrêmement variées. Les partis ethniques sont souvent définis comme le point de convergence entre des cadres et élites ethniques, des demandes à dominante identitaire et une mobilisation tournée vers une communauté spécifique. Toutefois, les trajectoires du MDL et de l'UDMR suggèrent que ces trois composantes ne se croisent pas nécessairement, ni selon des systèmes d'interaction stables ni selon des démarcations univoques. La catégorie de « parti ethnique » gagnerait à être considérée comme un objet justiciable d'un travail critique et non comme une notion à la fois extérieure et antérieure aux dynamiques sociales à travers lesquelles elle se constitue. Il pourrait alors être intéressant de déterminer à quel moment et dans quelles conditions des entrepreneurs politiques se définissent (ou sont définis) comme des acteurs ethniques et quels contenus ils donnent à la dimension « ethnique » de leur engagement politique.

Le dernier point a trait aux incidences du processus européen. Le facteur européen a eu des conséquences qui ont dépendu des configurations de départ, de la manière dont les acteurs se sont saisis des possibilités qu'offre l'UE ainsi que de la progressive crédibilisation des acteurs européens. Dans le contexte bulgare, les discours européens ont donné aux entrepreneurs politiques minoritaires – initialement en retrait – les moyens de formuler des demandes plus explicites de reconnaissance. Les élites majoritaires y ont plutôt vu une contrainte qui, couplée à la promotion de la lutte contre la discrimination par des ONG bulgares, a fait naître le sentiment que les mesures en faveur des minorités relevaient d'une discrimination « inversée ». À l'opposé, en Roumanie, l'intégration européenne a exercé

un effet modérateur, tant sur les acteurs majoritaires (et leur recours au registre nationaliste) que sur les acteurs minoritaires (et leur revendication d'autonomie). Les Magyars, soutenus par la Hongrie – qui elle-même promeut la question minoritaire sur la scène européenne au début des années 1990 – ont été amenés à constater qu'il leur manquait un soutien européen consensuel pour l'autonomie, en particulier territoriale. Ce même constat a limité les marges de manœuvre de la Hongrie et influé sur les relations étatiques qu'elle entretenait avec la Roumanie à un moment où les deux pays aspiraient à rejoindre l'Union européenne.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ANDREESCU G. & MOLNAR G., eds. (1999), *Problema transilvană* (Le problème transylvain), Iași: Polirom.
- BAKK M. (1999), « Az RMDSZ mint a romániai magyarság politikai önmeghatározási kísérlete 1989 után » (L'UDMR en tant que tentative d'auto-définition politique des Magyars de Roumanie après 1989), *Régió*, 2, pp. 81-116.
- BAKK M. (2003), « Átmenet és elitek. Értelmezések az RMDSZ-ről » (Transition et élites. Interprétations de l'UDMR), in *Etnopolitika. A közösségi, magánés nemzetközi érdekek viszonyrendszere Közép-Európában* (Ethnopolitique. Le système des relations entre les intérêts communautaires, privés et internationaux en Europe centrale), Budapest: Fondation Teleki L., pp. 24-47.
- BAKK M., SZÁSZ A.Z. & SZÉKELY I.G. (2004), « Parlamenti és elnökválasztás Romániában 2004 novemberében » (Les élections parlementaires et présidentielles de novembre 2004 en Roumanie), *Magyar Kisebbség* [Kolozsvár-Cluj], 9, n° 4 (34), pp. 3-52.
- BÁRDI N. (2000) « Választások a két világháború közti romániai magyar kisebbségpolitikában » (Les élections dans la politique de la minorité hongroise de Roumanie entre les deux guerres), *Magyar Kisebbség*, 4 ; <http://www.hhrf.org/magyarkisebbsseg/0004/m000405.html>
- BÁRDI N. (2003), « Hungary and the Hungarians Living Abroad: A Historical Outline », *Regio Yearbook*, pp. 121-138.
- BÁRDI N. (2004), *Tény és való. A budapesti kormányzatok és a határon túli magyarság kapcsolattörténete* (Faits et vérités. Contribution à l'histoire des rapports entre les gouvernements hongrois et les Magyars hors frontières), Pozsony [Bratislava]: Ed. Kalligram.
- BÁRDI N. & ÉGER G., eds. (2000), *Útkeresés és integráció. Válogatás a határon túli magyar érdekvédelmi szervezetek dokumentumaiból 1989-1999* (Recherche de solutions et intégration. Une sélection des documents des organisations minoritaires magyares 1989-1999), Budapest: Fondation Teleki L.
- BENOÎT-ROHMER F. (1996), *La question minoritaire en Europe. Textes et commentaires*, Strasbourg : Éd. du Conseil de l'Europe.

- BOTTONI S. (2003), « The Creation of the Hungarian Autonomous Region in Romania (1952): Premises and Consequences », *Regio*, 1, pp. 71-94.
- BOULINEAU E. (2003), « Sur le chemin de l'intégration européenne : les difficultés de la réforme régionale bulgare » ; <http://geoconfluences.ens-lsh.fr/doc/etpays/Europe/EurScient3.htm>
- BULGARIAN HELSINKI COMMITTEE (2003), *The Human Rights of Muslims in Law and Politics since 1878*, Sofia: BHC.
- CAPELLE-POGĂCEAN A. (2004), « Jeux et enjeux des politiques de l'identité : l'Union démocratique des Magyars de Roumanie à l'heure de l'unité perdue », in C. Durandin & M. Carneci, éd., *Perspectives roumaines. Du post-communisme à l'intégration européenne*, Paris : L'Harmattan, pp. 99-138.
- COUNCIL OF EUROPE (2003), *Report submitted by Bulgaria pursuant to Article 25, paragraph 1 of the Framework convention for the protection of national minorities*, Strasbourg: Council of Europe, avril, Doc.no. ACFC/SR(2003)001.
- CSATA Z. (2004), « Iskolázottsági esélyegyenlőtlenségek az erdélyi magyar fiatalok körében » (Inégalité dans l'accès à l'éducation des jeunes Magyars de Transylvanie), *Erdélyi Társadalom*, pp. 99-132.
- CULIC I., (2006), « Dilemmas of Belonging: Hungarians from Romania », *Nationalities Papers*, 34, 2, May, pp. 175-200.
- DECKER C. & MCGARRY A. (2005), *Enhancing Minority Governance in Romania. The Romanian Draft Law on the Status of National Minorities: Issues of Definition, NGO Status and Cultural Autonomy*, ECMI Report 54, May, <http://ecmi.de>
- DIMITROV V. (2006), « Pusta zemja, pusta » (Terre aride, maudite terre), *Kapital*, 30, 28 juillet.
- DOMOKOS G. (1996), *Esély I. Visszaemlékezés 1989-1992* (Chances, tome 1. Mémoires 1989-1992), Csikszereda [Miercurea-Ciuc]: Ed. Pallas.
- DPS (1993), *Programa na Dviženieto za prava i svobodi* (Programme du Mouvement des droits et libertés), Sofia: DPS, novembre.
- DPS (2000), *Programa na Dviženieto za prava i svobodi* (Programme du Mouvement des droits et libertés), Sofia: DPS, janvier.
- DPS (2006), *Programna Deklaracija* (MDL. Déclaration de programme), Sofia: DPS, mai.
- EMINOV A. (1997), « The Movement for Rights and Freedoms and the Issue of Turkish Language Instruction in Bulgaria », *Balkanistica*, 10, pp. 144-161.
- ENGELBREKT K. (1991), « The Movement for Rights and Freedoms », *Report on Eastern Europe*, 31.05.
- GAGYI J. (1997), « És miként a fának szerves tartozéka... » (Comme les réserves naturelles de l'arbre ...), *Beszélő*, 11, nov. ; <http://beszelo.c3.hu/97/11/17.htm>
- GALLAGHER T. (1998), *Democrație și naționalism în România* (Démocratie et nationalisme en Roumanie), București: All Educational.

- GANEV V. (2004), « History, Politics, and the Constitution: Ethnic Conflict and Constitutional Adjudication in Postcommunist Bulgaria », *Slavic Review*, 63(1), pp. 66-89.
- GREKOVA M. (2000), « The Political Battle For/against “Minority” in Bulgarian Dailies », Sofia, 28.11; <http://www.mediacenterbg.org/library/MayaGrekova.doc>
- HÖPKEN W. (1997), « From Religious Identity to Ethnic Mobilisation: The Turks of Bulgaria before, under and since Communism », in H. Poulton & S. Taji-Faruki, eds., *Muslim Identity and the Balkan State*, London: Hurst, pp. 38-72.
- HORVÁTH R. (2002), « Az RMDSZ céljainak változása az elmúlt tizenkét év során » (Les changements des objectifs politiques de l'UDMR au cours des douze dernières années), *Magyar Kisebbség*, 7, n° 4 (26) ; <http://www.jakabffy.ro/magyarkisebbsseg/index.php?action=cimek&lapid=21&cikk=m020427.html>
- HORVÁTH I. (2003), « A romániai magyar kisebbség Magyarországra irányuló mozgása » (La migration de la minorité magyare de Roumanie vers la Hongrie), *Korunk*, février ; http://www.korunk.org/2_2002/2_02.html
- INSTITUTUL NAȚIONAL DE STATISTICĂ (2002), « Recensământul general al populației și al locuințelor din 2002. Rezultate preliminare » (Le recensement général de la population et l'habitat en 2002. Résultats préliminaires), București: INS ; <http://www.recensamant.ro>
- JELEV J., dir. (2000), *Krăglata Masa* (La table ronde), Sofia: Fondation J. Jelev & Biblioteka 48.
- KABAKCHIEVA P. (2001), *How a Cross-Border Region Becomes Possible? Case Study of a Border Region: Smolyan*, Sofia: CAS.
- KÁNTOR Z. (2002), « Az RMDSZ és a romániai magyar társadalom: alternatívák vagy kényszerpályák? » (L'UDMR et la société magyare de Roumanie : alternatives ou trajectoires prédéterminées ?), *Magyar Kisebbség*, 7, n° 1 (23) ; <http://www.hhrf.org/magyarkisebbsseg/0201/m020119.html>
- LÖRINCZ J.D. (1999), « The Hungarian Intelligentsia in Romania between Calling and Pragmatism », *Occasional Papers*, 14, May, Budapest: Fondation Teleki L.
- MARUSHIAKOVA E. & POPOV V. (2004), *Muslim Minorities in Bulgaria*, Berlin: Europäisches Migrationszentrum ; www.emz-berlin.de/projekte_e/pj41_pdf/Marushiakova.pdf
- MITEV P.E., dir. (1999), *Izbori '94*. (Élections de 1994), Sofia: Lik.
- MUNGIU-PIPIDI A. (1999), *Transilvania subiectivă* (La Transylvanie subjective), București: Humanitas.

- NASTASĂ L. (2003), « Studiu introductiv » (Étude introductive), in A. Andreescu, L. Nastasă & A. Varga, eds., *Minorități etnoculturale. Mărturii documentare. Maghiarii din România (1956-1968)* (Minorités ethnoculturelles. Témoignages documentaires. Les Magyars de Roumanie, 1956-1968), Cluj: Centrul de Resurse pentru diversitate etnoculturala, pp. 11-67.
- OFFICE DES MAGYARS HORS FRONTIÈRES (2003), « The Situation of Hungarians in Romania » ; <http://www.htmh.hu/reports2003/romania2003.htm>
- OFFICE DES MAGYARS HORS FRONTIÈRES (2006), « 2006. évi jelentés a romániai magyarság helyzetéről » (Rapport de 2006 sur la situation des Magyars de Roumanie) ; <http://www.hhrf.org/htmh/?menuid=060204>
- OPEN SOCIETY INSTITUTE (2001), *Minority Protection in Bulgaria*, Sofia: OSI.
- POULTON H. (1993), *The Balkans: Minorities and States in Conflict*, London: Minority Rights Group.
- PROJECT ON ETHNIC RELATIONS (2002), *The Bulgarian Ethnic Experience*, Sofia & Princeton: PER.
- RAGARU N. (2001), « Quel islam en Bulgarie post-communiste ? », *Archives des sciences sociales des religions*, 115, juillet-septembre, pp. 125-159 ; <http://www.ehess.fr/centres/ceifr/assr/N115/007.htm>
- REY V., dir. (2000), *Atlas de la Roumanie*, Paris : La Documentation française.
- ROGER A. (2002), « Economic Development and Positioning of Ethnic Political Parties: Comparing post-Communist Bulgaria and Romania », *South-east European Politics*, 3(1), June, pp. 20-42.
- ROSTÁS Z. (1993), « The Twilight of the Monochromatic Discourse », *Sfera politiciii*, 11, November, pp. 10-11.
- SORBÁN A. & NAGY K. (2001), « Hazajöttem Magyarországról... » (J'ai quitté la Hongrie et je suis rentré chez moi...), in B. Bodó, ed., *Romániai magyar évkönyv 2001* (Chronique des Magyars de Roumanie 2001), Temesvár-Kolozsvár: n.d., pp. 59-78.
- STAMATOV P. (2000), « The Making of a 'Bad' Public: Ethnonational Mobilization in Postcommunist Bulgaria », *Theory and Society*, 29(4), August, pp. 549-572.
- TATARLĂ I. (1998), *Dviženie za prava i svobodi, faktor za demokracija, razbitelstvo i sigurnost v stranata i na Balkanite* (Le Mouvement des droits et libertés, facteur de démocratie, de compréhension et de sécurité dans le pays et les Balkans) ; <http://www.dps.bg/?pit=8&it=8>
- TÓKÉS L. (1990), *Temesvári Ostroma* (Le siège de Timișoara), Budapest: Ed. Hungamer.
- TROEBST S. (1994), « Ethnopolitics in Bulgaria: The Turkish, Pomak, Macedonian and Gypsy Minorities », *Helsinki Monitor*, 5(1), pp. 32-42.
- VARGA A.E. (2002), *Az erdélyi magyarság asszimilációs mérlege a XX. század folyamán* (Le bilan de l'assimilation des Magyars de Transylvanie durant le XX^e siècle), *Regio*, 1, pp. 171-205.